

Evaluation de projets de coopération internationale

Lot 1 (Cameroun)

- Classes numériques à Dikonop
- Électrification d'une école à Dikonop et d'un centre socio-éducatif à Tamalong
- Accès à la santé pour tous à Eséka

Mai 2021





Sommaire

Remerciements	3
Sigles et acronymes	4
Introduction	5
1. Contexte général des projets.....	8
2. Evaluation des projets	12
2.1. Projet 1 : Classes numériques pour le Cameroun.....	12
2.1.1. Description du projet	12
2.1.2. Contrôle de bonne réalisation.....	14
2.1.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité ».....	16
2.1.4. Recommandations autour du projet.....	21
2.1.5. Annexes	22
2.2. Projet 2 : Electrification par panneaux solaires de l'école de Dikonop et du centre éducatif et socio-culturel de Tamalong.	39
2.2.1. Description du projet	39
2.2.2. Contrôle de bonne réalisation.....	40
2.2.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité ».....	43
2.2.4. Recommandations autour du projet.....	50
2.2.5. Annexes	51
2.3. Projet 3 : Accès à la santé pour tous à Eséka.....	69
2.3.1. Description du projet	69
2.3.2. Contrôle de bonne réalisation.....	72
2.3.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité ».....	74
2.3.4. Recommandations autour du projet.....	80
2.3.5. Annexes	81
Bibliographie.....	108



Remerciements

Nous remercions les porteurs de projet yvelinois, Jean-Bernard et Guérigonde Heyer, Jeanne Roche et Kiwellon Ndjoga Balagog pour leur accueil et leur aide précieuse tout au long du processus.

Nous tenons également à remercier Marie-Jo Demante pour ses précieux conseils.

Sigles et acronymes

CEMOTEV : Centre d'études sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités

CESSC : Centre Educatif et Socio-Culturel

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FORIM : Forum des Organisations de la Solidarité Internationale issues des Migrations

LEJ : Les Enfants de Johanna

ODD : Objectifs de Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PDSB : Plan de Développement Sanitaire de District

PNDS : Plan National de Diagnostic et de Soins

PIB : Produit Intérieur Brut

PRCDS : Plan Régional Consolidé de Développement Sanitaire

PRAOSIM : Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration

PRI : Pays à Revenu Intermédiaire

PPA : Parité Pouvoir d'Achat

RAP2D : Réseau d'Accompagnement des Projets de Développement Durable

SFC/SFCPDD : Solidarité France Cameroun Pour le Développement Durable

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

VAVSNS : Vivre Au Village Solidarité Nord Sud

YCID : Yvelines Coopération Internationale et Développement



Introduction

Contexte d'évaluation

Ce rapport d'évaluation porte sur trois projets de coopération internationale, cofinancés par le groupement d'intérêt public YCID, dans le cadre de la politique « Yvelines, Partenaires du développement », adoptée en 2007 par le conseil départemental. Son objectif est de promouvoir la solidarité internationale, par un soutien financier et technique aux initiatives yvelinoises de coopération Nord-Sud.

Le premier projet, “Classes numériques pour le Cameroun”, s'inscrit dans le cadre d'un appel à candidatures, “Classes numériques pour l'Afrique”, qui fera l'objet d'une analyse transversale¹. Le second s'intitule “Electrification par panneaux solaires de l'école de Dikonop et du Centre Éducatif et Socioculturel de Tamalong” et le dernier garantit “l'accès à la santé pour tous à Eséka”.

Ils s'inscrivent pleinement dans la poursuite des Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations Unies, notamment les objectifs 3 et 4, qui garantissent respectivement un accès aux soins et une éducation de qualité. En effet, la population locale vit dans des conditions sanitaires et éducatives difficiles, notamment à cause du manque de ressources financières qui l'empêche d'acquérir ou de procéder au renouvellement du matériel pédagogique et sanitaire. Cette situation est en partie due à la nature rurale des villages, qui sont isolés en termes d'infrastructures, avec un réseau électrique peu, voire pas développé, et un accès à l'eau complexe.

Le processus d'évaluation s'appuie habituellement sur une mission de terrain, mais la pandémie de Covid-19 nous a contraint à la réaliser entièrement à distance, avec l'aide des porteurs de projets et des acteurs locaux. Nous n'avons donc pu échanger avec les bénéficiaires directs et indirects des projets, et sommes conscients de la perte d'informations que ce format en distancié génère. Ce rapport tâche cependant de se baser sur les données les plus objectives possibles, obtenues à distance.

¹ Cette analyse sera jointe ultérieurement.



Contextualisation des projets

Notre évaluation porte donc sur trois projets situés au Cameroun, pays d'Afrique centrale et occidentale, au creux du golfe de Guinée. Il fait partie des pays à revenu intermédiaire depuis 2014, avec un PIB (PPA) de 40,13 milliards US \$ en 2019, soit un PIB (PPA) par habitant de 1547 US \$ en 2018. Néanmoins, 37,5 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le pays est profondément marqué par les dysfonctionnements administratifs, il est classé 152^{ème} sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption 2018 selon Transparency International.

La situation sanitaire, surtout dans les campagnes, est impactée par les maladies transmissibles telles que le VIH, le paludisme ou la tuberculose, ainsi que par les maladies non transmissibles, notamment les cancers, affections cardiovasculaires et maladies mentales (ministère de la Santé). Les infrastructures sanitaires à l'échelle nationale sont très faibles. En 2001, l'OMS classe le Cameroun 164^{ème} sur 191 pays par rapport à la performance des systèmes de santé, ce qui témoigne de ses grandes difficultés à répondre aux besoins de la population (OMS).

Les trois projets sont localisés dans la région Centre, où habitent 3 919 828 Camerounais (sur 25 876 380 soit 15% de la population), répartis sur 68 953 km², soit une densité de population de 56,8 habitants par km². Le département du Nyong é Kellé abrite 145 181 habitants sur 6 362 km², soit 23 habitants par km². Il est composé de 7 arrondissements, 3 districts et 10 communes, dont Eséka, et plus de 200 villages, dont Tamalong et Dikonop.

Objectifs du rapport d'évaluation

Notre évaluation répond à quatre objectifs :

- *Le contrôle de bonne réalisation* (pages 141414, 4040, 7272), où nous comparerons les réalisations réellement effectuées, constatées lors de la phase d'évaluation, aux objectifs et activités projetés, qui renvoient directement aux actions menées par l'association porteuse de projet.

- *L'analyse des critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience et pérennité* (pages 1616, 4343, 7474) selon la définition d'YCID. Nous jugerons de l'adéquation entre les objectifs visés et les besoins exprimés (pertinence), les objectifs projetés initialement et les activités réalisées (cohérence), entre les objectifs fixés et les résultats



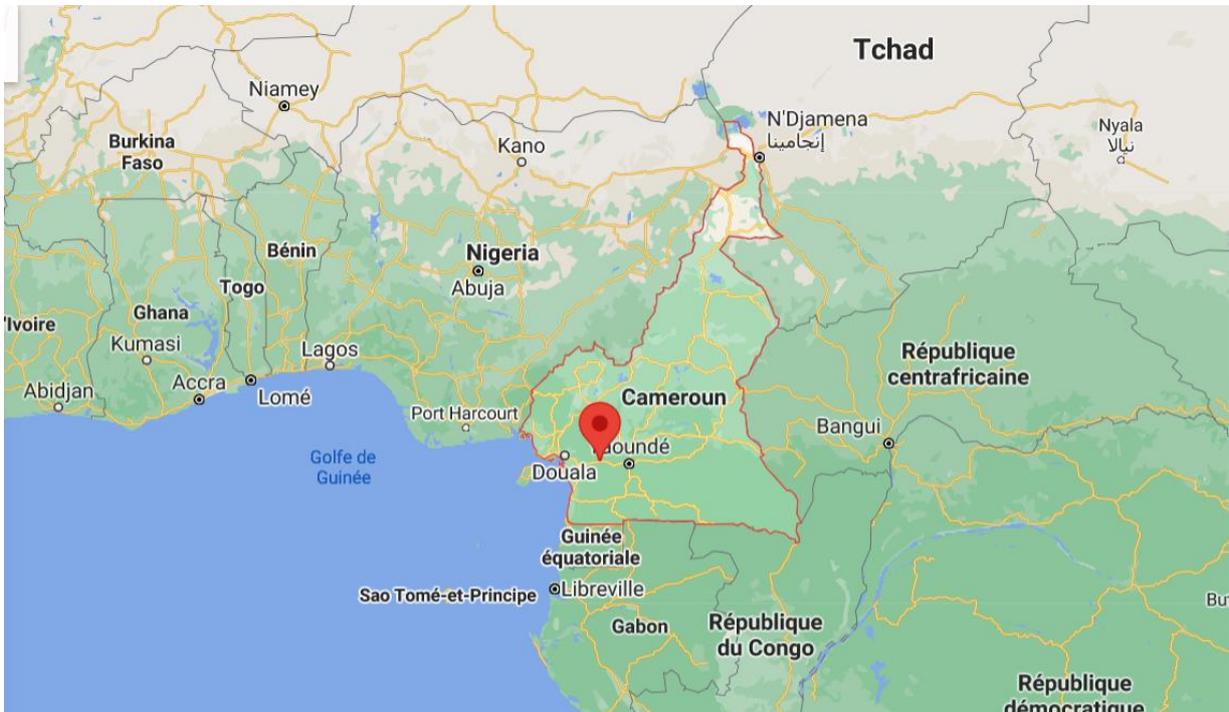
obtenus (efficacité), et entre les activités réalisées et les ressources allouées (efficacité). Une fois ce travail effectué, nous pourrions émettre des recommandations concernant la poursuite des projets et leur pérennisation.

- *La qualité de mise en œuvre de la charte yvelinoise* (Annexe g pages 3030, 5858, 8989), document de référence permettant d’orienter les projets de développement, en suivant la vision d’YCID.
- *L’analyse de la conception et de la mise en œuvre des projets lauréats de l’appel à candidatures « Classes numériques pour l’Afrique »*, qui fera l’objet d’une analyse transversale des cinq projets ayant remporté l’appel à candidatures.

Déroulé du processus d’évaluation

Après avoir rencontré les porteurs de projets yvelinois, Monsieur et Madame Heyer (projets 1 et 2), puis Madame Ndjoga Balagog et Madame Roche (projet 3), qui nous ont transmis de nombreux éléments de contexte ainsi que les numéros de téléphone ou adresses mail des acteurs locaux, nous avons listé l’ensemble des personnes ressources que nous avons contactées pour les différents projets (Annexe a pages 2222, 5151, 8181), ainsi que les parties prenantes (Annexe c pages 2424, 5252, 8383). Par la suite, nous avons élaboré des questionnaires (Annexe h pages 3535, 6262, 9494) à faire distribuer par les acteurs locaux parmi les bénéficiaires des divers projets, Cette méthode, malgré ses failles, était la seule à notre disposition pour la récupération de données.

1. Contexte général des projets



Carte du Cameroun (Source : Google Maps)



Localisation de Dibang (Nord) et d'Eséka (Sud). (Source : Google Maps)

Projets 1 et 2 : Classes numériques pour le Cameroun et Electrification de l'école de Dikonop et du CESC de Tamalong

Dikonop et Tamalong sont deux villages enclavés de l'arrondissement de la sous-préfecture de Dibang, entre Yaoundé et Douala, respectivement capitale et centre économique camerounais. La population locale, soit 1000 personnes, exprime depuis plusieurs années déjà un besoin criant en termes de santé, d'éducation, et de développement économique. L'incroyable croissance démographique qui caractérise le continent africain fait de l'éducation l'un des enjeux principaux du développement du continent, que ce soit en termes d'infrastructures ou de qualité d'enseignement. A l'échelle nationale, seulement 64% des élèves continuent jusqu'à la fin du primaire (AFD), et la poursuite d'études au collège ne concerne que 60 % de la population (PNUD, 2020). De fortes disparités géographiques sont également à prendre en compte, les problématiques des régions rurales comme celle de Dikonop concernent le sentiment d'isolement impliqué par la situation d'enclavement, mais également la faiblesse des ressources éducatives, qui se détériorent d'année en année. Un réel problème de gestion du système éducatif est également à remarquer à l'échelle nationale, ce qui a des effets directs sur les réformes entreprises et les budgets à appliquer (AFD).

Dans l'école primaire publique de Dikonop, il n'y a pas d'espace informatique, et le CESC de Tamalong est dépourvu d'ordinateur et d'un espace rendant possible la conservation des médicaments, ce qui permettrait d'améliorer la situation sanitaire. De plus, la région est très rurale, le secteur primaire emploie 80% de la population. Les productions agricoles sont très souvent perdues, à cause de l'impossibilité de stockage dans un espace réfrigéré. Le commerce avec les autres villages est également compliqué du fait du très mauvais état des routes, qui s'aggrave durant la saison des pluies, car les pistes étant en terre, elles sont rapidement impraticables, et les habitants des villages se trouvent encore plus isolés. Des « ponts », en réalité de simples planches de bois, sont disposés afin de permettre le passage des voitures, mais leur solidité est à vérifier à chaque passage. Tous ces éléments nous permettent de préciser le contexte difficile dans lequel s'inscrivent les différents projets.

VAVSNS est une association présidée par Jean-Bernard Heyer, dont l'objectif est de soutenir des projets de développement rural dans les pays du Tiers Monde, par exemple par l'amélioration des conditions d'éducation comme dans le cadre du projet 1, qui consiste à mettre à disposition des élèves de l'école de Dikonop des tablettes numériques et à leur garantir un



accès à des ressources pédagogiques en ligne. Par l'électrification de cette même école et du Centre Educatif et Socioculturel de Tamalong effectuée dans le projet 2, l'association souhaite assurer à la population locale l'accès à un pôle de froid permettant la conservation des médicaments, mais également des denrées périssables, ainsi que l'amélioration des conditions d'éducation pour les écoliers, avec notamment la mise en place d'une connexion à Internet. L'utilisation des outils numériques et d'Internet permet également aux élèves de sortir du sentiment d'isolement dont ils souffrent, qui freine l'accès à une éventuelle poursuite d'études et à l'amélioration de leur niveau de vie sur le long terme.

Projet 3 : Accès à la santé pour tous à Eséka

Eséka est une ville de 24 000 habitants située à 175 km de Douala et à 130 km de Yaoundé, sur l'axe principal. L'activité économique de la région repose à 80 % sur l'agriculture, à l'image des villages de Dikonop et Tamalong. Les habitants d'Eséka ne bénéficient pas d'un accès immédiat à l'eau potable, et le réseau électrique est pour l'instant très peu développé. La majorité des maladies sont causées par la mauvaise qualité de l'eau, la présence de moustiques, la malnutrition, ainsi que le manque de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH. De plus, le taux national de mortalité infantile est très élevé, il s'élève à 10,40 %, les enfants et les femmes étant les populations les plus vulnérables du département.

L'hôpital du district est situé à Eséka, son action complète celle des 4 dispensaires et des 9 centres de santé présents dans le Nyong é Kellé. Le problème principal de ces établissements est le manque de matériel, d'équipement médical, et de médicaments. L'hôpital, construit en 1948, est vétuste, les derniers travaux ont eu lieu il y a une vingtaine d'années, les paillasses sont délabrées, les toilettes inutilisables. Les quelques lits, datant des années 1960, sont en très mauvais état et très peu confortables, certains n'ont plus de matelas, uniquement une planche de bois. Le financement de l'hôpital est assuré par le ministère de la Santé camerounais, mais par manque de moyens, les infrastructures et le matériel, de mauvaise qualité, ne peuvent être renouvelés, ce qui empêche une prise en charge sanitaire satisfaisante. L'hôpital est mal perçu par la population qui manque de confiance dans les équipements médicaux et le considère donc comme un « mouvoir », préférant se déplacer vers un autre hôpital voisin, malgré la distance de 20 kilomètres.

**Photos de l'hôpital de district d'Eséka avant les travaux de rénovation (Source :
Solidarité France Cameroun)**





2. Evaluation des projets

2.1. Projet 1 : Classes numériques pour le Cameroun

2.1.1. Description du projet

Le projet de classes numériques s'inscrit dans le cadre de l'appel à candidatures « Classes numériques pour l'Afrique) publié par YCID. Ce dernier a été remporté par 5 associations yvelinoises, qui vont bénéficier d'un kit numérique, composé de 10 tablettes numériques, modèle Ipad Mini 16 go, d'un ordinateur portable, d'un boîtier Koombook78, serveur d'une capacité de 500 Go chargé en ressources pédagogiques. Il a été développé par Bibliothèques sans frontières, en partenariat avec YCID. Le kit est également composé d'un système de recharge par panneaux solaires et d'un vidéoprojecteur rechargeable. Le tout est stocké dans une mallette de transport.

L'objectif du projet est de permettre aux utilisateurs d'accéder à une grande variété de ressources pédagogiques afin d'améliorer leurs conditions d'éducation.

Le réseau Canopé a permis de déterminer les ressources pédagogiques qui seront disponibles sur le Koombook, après consultation des programmes d'éducation nationaux. L'ONG Bibliothèques sans frontières s'est quant à elle chargée de dispenser la formation aux porteurs de projet et/ou acteurs locaux ayant fait le déplacement jusqu'à Paris.

Ce projet « Classes numériques pour le Cameroun » est conduit dans l'école primaire publique de Dikonop de juin 2019 à juin 2020, dans la continuité du projet d'électrification par panneaux solaires réalisé l'année précédente par le même maître d'ouvrage, Jean-Bernard Heyer, chef de projet et président de l'association VAVSNS. Cette école comporte 6 classes doubles, avec en 2018 : 62 filles et 68 garçons, soit 128 élèves. Le projet de « Classes numériques » vise à équiper de tablettes numériques et d'un accès à des ressources en ligne, via le Koombook, la classe de CM1-CM2, composée de 33 élèves, avec 18 en CM1 et 15 en CM2. L'enseignant responsable de cette classe, également directeur de l'école et acteur local a pour mission de s'assurer de la mise en œuvre du projet. Le budget alloué est de 3 291 €, dont 1 616 € subventionnés par YCID, soit 49,10 % du montant total. Le reste est apporté par l'association VAVSNS.

L'école de Dikonop est publique, son directeur est donc rémunéré par l'Education Nationale, mais les autres enseignants, notamment débutants, le sont par les parents d'élèves grâce aux



revenus de la palmeraie pendant leurs deux premières années d'activité en attendant la rémunération de l'Etat.

L'appropriation des tablettes par les enfants constitue un réel passeport pour l'avenir, les outils numériques étant des instruments pédagogiques offrant une grande diversité de contenus. Dans le cadre du Koombook, la quantité de ressources disponibles enrichit considérablement les programmes scolaires, et permet un renouvellement plus facile que les livres papiers.



2.1.2. Contrôle de bonne réalisation

Ce contrôle s'appuie directement sur la matrice des cadres logiques (Annexe e page 2626), qui reprend les objectifs du projet, les résultats projetés et les activités réalisées.

Le tableau récapitulatif du contrôle de bonne réalisation est présent en Annexe f page 2828.

Les trois objectifs du projet 1 sont d'améliorer les conditions d'étude, de permettre une poursuite d'étude, et de garantir l'utilisation des ressources pour les classes suivantes.

Le premier objectif sera atteint lorsque les tablettes seront utilisées dans le cadre des cours et que les enfants auront été sensibilisés à leur utilisation. Un accompagnement personnalisé des élèves par l'enseignant est également attendu afin d'adapter au mieux les ressources au niveau de la classe. Enfin, l'intégration des nouveaux outils pédagogiques doit s'effectuer de manière pertinente, en adéquation avec les programmes scolaires. Toutes ces actions déboucheront sur une utilisation régulière des tablettes à des fins éducatives et à une amélioration des résultats scolaires. Cet objectif est partiellement atteint, les élèves utilisent les outils numériques pour réviser les notions apprises en classe, mais leur intégration au sein des programmes scolaires reste discutable, leur utilisation constituant davantage une initiation qu'un réel usage dans le cadre des cours. Les bénéficiaires du projet sont les écoliers, âgés de 3 à 14 ans. En effet, même si la classe cible est celle de CM1-CM2, le directeur a voulu généraliser l'usage des tablettes à l'ensemble des classes de l'école, ce qui permet d'étendre les destinataires du projet. Les élèves de CM1-CM2 seront toujours les bénéficiaires principaux du kit numérique, mais tous les écoliers seront sensibilisés à son utilisation. Cela permettra certainement à long terme une adaptation plus rapide et un usage plus approfondi des ressources pédagogiques.

Il a été constaté que les écoliers, même les plus jeunes de maternelle, sont très réceptifs et se sont très vite adaptés aux nouveaux outils numériques. Néanmoins, le Koombook est totalement délaissé à cause d'un problème technique, et ce depuis au moins décembre 2020 selon le directeur de l'école.

Le second objectif, celui de la poursuite d'études, signifie que la part d'écoliers intégrant le collège augmente et que le taux de décrochage diminue, grâce à l'augmentation de la qualité des cours à la suite de l'utilisation de l'outil numérique. En pratique, la quantité et la qualité des ressources sont très satisfaisantes, elles sont parfaitement adaptées aux besoins des élèves



et au programme scolaire tel qu'il est défini par le ministère de l'Education (source : enseignant et porteur de projet yvelinois). Le taux de réussite de 100 % à l'examen d'aptitude, après une année d'utilisation du kit numérique, prouve l'impact positif des ressources sur l'éducation des écoliers de Dikonop.

Le troisième et dernier objectif, celui de garantir l'utilisation des ressources pour les classes suivantes, est atteint par la sensibilisation des élèves et des parents à l'usage des tablettes, par la formation des enseignants à l'installation et à l'utilisation des outils numériques, et enfin par l'embauche d'un vigile. Cet objectif débouchera sur une utilisation des tablettes et des ressources plusieurs années après le lancement du projet, sur des enseignants sachant maîtriser les outils numériques, et enfin sur un accès sécurisé à ces derniers. Dans la pratique, après 6 mois d'utilisation, aucun problème opérationnel n'est constaté, les tablettes sont toutes en bon état et toujours utilisables. Les revenus de la palmeraie, censés assurer la maintenance du projet, ne sont pas suffisants, en raison des nombreux besoins auxquels elle doit répondre. Concernant la formation des enseignants, celle-ci a été insuffisante. Elle a été dispensée par le porteur de projet yvelinois, qui a lui-même été formé par Bibliothèques sans frontières durant quatre journées et demie, une demi consacrée aux applications installées sur les tablettes, trois sur le Koombook et les ressources installées, et une sur l'utilisation des outils numériques dans la pédagogie scolaire. Le Koombook est inutilisé à cause d'un problème de fonctionnement, mais même avant la constatation de ce dysfonctionnement, les enseignants ne se sentaient pas confortables avec l'utilisation du kit numérique. La formation, réalisée par un intermédiaire, a généré des pertes d'information. Enfin, l'embauche d'un vigile est facultative, car le professeur responsable et directeur de l'école conserve l'ensemble du kit à son domicile.

2.1.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité »

Pertinence

La pertinence du projet est satisfaisante, le matériel fourni permet aux écoliers d'accéder à de nouveaux outils pédagogiques, un manque pour de nombreux établissements des pays du Sud. La maîtrise des TIC en général est un enjeu essentiel au développement des pays du Sud, et constitue un appui certain à la satisfaction des Objectifs du Millénaire pour le Développement, mais également à l'ODD 4, qui vise à garantir une éducation de qualité, surtout dans les zones rurales où l'accès à l'école peut parfois être plus difficile. En effet, la mise à disposition des outils numériques permet aux écoliers d'accéder à une plus grande variété de ressources pédagogiques, dont l'utilisation aura pour effet d'approfondir les notions vues en classe. Le projet poursuit également l'objectif de la Stratégie sectorielle de l'éducation, mise en place en 2006 par le gouvernement camerounais, devant permettre une scolarisation universelle complète dans le cycle primaire d'ici 2015 (AFD). Comme rappelé dans la feuille de route 2018 du ministère de l'éducation camerounais, l'universalisation du cycle primaire et l'alphabétisation font partie de leurs objectifs prioritaires, ce à quoi ce projet participe grâce à son apport de ressources éducatives.

De plus, le kit numérique permet d'éviter le renouvellement de certains équipements, comme des livres scolaires dans le cas d'un changement de programme.

L'ensemble du kit est conçu pour fonctionner sans une connexion internet permanente grâce au Koombook qui émet suffisamment pour que les tablettes puissent bénéficier des ressources pédagogiques, ce qui le rend donc parfaitement fonctionnel dans un environnement isolé tel que le village de Dikonop.

Bilan : la pertinence de ce projet est jugée très satisfaisante.



Cohérence

La cohérence interne du projet est insatisfaisante. Si celui-ci s'inscrit dans la continuité du précédent projet de l'association, qui a permis à l'école de Dikonop et au Centre Educatif et Socio Culturel de Tamalong de bénéficier de l'électricité, sa construction manque de cohérence. En effet, les instances politiques sont peu mobilisées, et le projet ne repose que sur un seul acteur, le responsable du projet et directeur de l'école, peu investi et peu communicatif notamment pendant la période d'évaluation. Il ne dispose pas de toutes les compétences techniques en termes de manipulation de l'outil informatique, dont l'utilisation se trouve donc réduite. Ce manque de maîtrise est également dû à la formation, trop courte et pas assez approfondie, qui a été dispensée par un intermédiaire, ce qui a généré des pertes d'informations.

Il y a cependant des aspects positifs. En effet, l'un des objectifs du projet est d'améliorer les conditions d'éducation des élèves des villages de Tamalong et Dikonop, permettant aux écoliers non seulement de travailler les leçons enseignées, mais également de se familiariser avec l'outil informatique, dont la maîtrise est une qualité importante pour la poursuite d'études. Les tablettes numériques permettent de satisfaire cet objectif, notamment lorsque les élèves révisent les leçons apprises dans le cadre scolaire.

De plus, le matériel est conçu pour pouvoir fonctionner sans une connexion internet constante, permettant de contrer la difficulté d'accès au réseau au village. Afin d'étendre l'utilisation du kit numérique et de bénéficier de toutes ses fonctionnalités, y compris la mise à jour du Koombook, l'association a entrepris des demandes auprès de l'opérateur local afin de permettre une connexion internet, mais celles-ci se sont pour l'instant révélées infructueuses.

Bilan : la cohérence du projet est jugée peu satisfaisante.



Efficacité

Les tablettes numériques sont utilisées davantage à titre d'initiation, entre 1 et 4 fois par semaine. Les écoliers les utilisent également pour réviser les notions apprises en classe. Les enseignants ont mis en avant le rôle essentiel que les tablettes ont joué dans l'examen d'aptitude, passé en fin de cycle, dont le taux de réussite a été de 100 % en juin 2020, ce qui n'était pas le cas les années précédentes. Nous ne disposons néanmoins d'aucun document permettant d'attester de ce progrès ou bien de mesurer son ampleur.

Un manque cruel de formation se fait ressentir du côté des enseignants qui ne disposent pas des clés leur permettant de manipuler les outils numériques, particulièrement le Koombook qui est complètement délaissé. Le directeur a averti Mr Heyer en décembre 2020 qu'un problème de fonctionnement est responsable de cet abandon. Dans ce cadre, l'association VAVSNS recherche un informaticien connaissant l'informatique et la pédagogie pour poursuivre cette formation.

Bilan : l'efficacité du projet est jugée satisfaisante.



Efficienc

D'après le témoignage du professeur, les ressources en ligne semblent suffisantes, il reconnaît ne pas utiliser toutes les possibilités offertes, notamment à cause d'un manque de formation.

Concernant le nombre de tablettes, il a été spécifié que l'objectif de cette initiative n'était pas d'équiper chaque élève d'une tablette. L'école a déjà pu bénéficier de 15 tablettes pour la classe de 33 élèves de CM1-CM2. Dans le but d'étendre l'initiative à un maximum d'élèves, le directeur a décidé de partager les tablettes entre plusieurs classes, ce qui permet d'étendre les bénéfices du projet à l'ensemble des élèves de l'école, et donc de certainement faciliter et approfondir l'utilisation des outils numériques. Les enseignants et les élèves ont conscience de l'enrichissement des programmes scolaires généré par l'incorporation du kit numérique. Cependant, on peut craindre que cette généralisation de l'usage des tablettes nuise à leur entière intégration auprès de la classe cible.

Du point de vue de la mise en place du projet, les coûts ont dépassé le budget prévisionnel de près de 900 €, le budget final atteignant 4 149 € au lieu des 3 291 € prévus. Néanmoins, sur ce montant, 600 € ont été mis de côté en vue de l'installation d'internet. Le dépassement réel s'élève donc à 300 €, soit moins de 10 % du budget initial. L'association a pu le prendre en charge car elle avait anticipé un éventuel surcoût.

Bilan : l'efficienc du projet semble satisfaisante.



Pérennité

La pérennité du projet est assurée grâce aux revenus générés par la palmeraie, qui, initialement, a été instaurée pour permettre un revenu aux enseignants débutants de l'école. La production actuelle est estimée à 1 tonne par an, ce qui est insuffisant pour répondre aux besoins de l'école, d'autant plus que tous les palmiers ne produisent pas encore. De plus, la maintenance des tablettes n'étant pas la priorité, les revenus générés ne sont pas alloués directement au projet des classes numériques. Les besoins de l'école auxquels doit répondre la palmeraie sont supérieurs aux revenus disponibles, ainsi même si les tablettes sont toujours en bon état et que la production de la palmeraie augmente dans les années futures, il n'est pas garanti que la maintenance du projet des classes numériques puisse être assurée.

La faible maîtrise de l'outil numérique, à laquelle s'ajoute le manque de motivation du directeur de l'école et coordinateur local face à l'utilisation des tablettes, amènent à questionner la pérennité du projet. En effet, nous pouvons douter de sa capacité à former autrui au maniement du matériel.

Un autre obstacle qui semble nuire à la pérennité du projet est son manque de pilotage. En effet, le porteur local est le seul gestionnaire sur place, ce qui rend le projet entièrement dépendant de l'implication de cette personne. Cette position est délicate et fragilise l'ensemble du projet, et surtout sa pérennisation. Si le responsable sur place ne souhaite pas s'impliquer, les objectifs fixés ne pourront pas être atteints dans le long terme. Tout au long du processus d'évaluation, nous avons éprouvé de sérieuses difficultés à entrer en contact avec le gestionnaire, à l'impliquer dans nos échanges, que ce soit directement ou avec l'aide de l'acteur yvelinois et des autres coordinateurs locaux, ce qui a considérablement limité notre évaluation et nous conduit à questionner la pérennité du projet.

Bilan : la pérennité du projet est jugée non satisfaisante.



2.1.4. Recommandations autour du projet

Afin d'améliorer les futurs projets réalisés par l'association, nous émettons les recommandations suivantes :

- 1) Un allongement des formations, avec la mise en place d'un suivi sur le moyen et long terme. Les équipements semblent complexes à utiliser pour des personnes peu à l'aise avec l'outil informatique.
- 2) La formation à l'utilisation des outils informatiques devrait également être réalisée directement, sans intermédiaire, afin de réduire au maximum les pertes d'informations, ce qui atténue l'efficacité de la formation.
- 3) Une approche plus pédagogique des tablettes, davantage intégrée au déroulement des cours
- 4) La mise en place d'un local sécurisé pour le stockage des tablettes.
- 5) Une anticipation des conditions de pérennité du projet en amont, les revenus de la palmeraie n'étant pas suffisants pour assurer la maintenance du kit numérique. Elle nécessite en effet plusieurs années avant d'être productrice, et donc de générer des revenus, il aurait fallu anticiper en la mettant en place plus tôt dans la planification du projet.
- 6) Une diversification des revenus permettant de compléter ceux de la palmeraie, en incorporant d'autres revenus agricoles.

Nous avons conscience de la faiblesse de cette évaluation, du fait de la difficulté des échanges avec le coordinateur local. Les informations recueillies sont très limitées et les documents objectivement vérifiables ne nous ont pas été transmis. Nous ne sommes donc pas en mesure d'approfondir davantage cette analyse ni d'étayer davantage nos recommandations.

2.1.5. Annexes

a) Personnes ressources

Nom	Fonction	Type d'échange
Anonymisé	Directeur de l'école de Dikonop et enseignant responsable de la classe de CM1-CM2	Ecrit (mail et messages WhatsApp)
Bibliothèques sans frontières	Fournisseur du Koombook Chargé de formation sur le maniement du Koombook	Ecrit (boîte de contact site Internet, Messenger, mail)
Canopé	Chargé de la formation de l'acteur yvelinois aux outils numériques	Ecrit (Mail)
Jean-Bernard Heyer	Président de l'association Vivre au Village Solidarité Nord Sud, chef des projets 1 et 2	Réunion en présentiel et échanges par mail
Guérigonde Heyer	Secrétaire de l'association VAVSNS	Réunion en présentiel
Laurent Libunda	Coordinateur local de l'association VAVSNS à Dikonop et Tamalong	Ecrit (WhatsApp)



b) Contact avec les personnes ressources

La rencontre avec Jean-Bernard et Guérigonde Heyer a permis d'amorcer l'évaluation grâce à une contextualisation et un déroulé du projet. Nous avons par la suite contacté le directeur de l'école afin d'avoir des informations sur la fréquence et le type d'utilisation des tablettes, mais les informations ont été compliquées à recueillir à cause d'un manque de communication.

La communication avec l'acteur local a ainsi été très laborieuse, ce qui a considérablement limité notre évaluation du projet. Nous ne disposions que de son contact, et il n'était pas joignable pendant une grande partie du processus d'évaluation, dans un premier temps à cause de l'indisponibilité du réseau internet au village, occasionnant des délais de réponse très longs (2 à 3 semaines), et dans un second temps en raison de problèmes de santé.

Nous avons par la suite demandé à être mis en contact avec les autres enseignants de l'école de Dikonop, mais aucun n'a de téléphone portable relié à un compte WhatsApp et le réseau ne leur permet pas de communiquer par téléphone. Jean Bernard Heyer a indiqué lui aussi avoir beaucoup de mal à communiquer de façon régulière avec le directeur.

Nous avons tenté d'échanger avec Mr Liko, président de l'association des parents d'élèves et responsable de la palmeraie de Dikonop, mais n'avons obtenu aucune réponse de sa part.

L'aide de Laurent Libunda, coordinateur local de l'association VAVSNS basé à Tamalong, nous a été précieuse, il a en effet joué le rôle de relais à la place du directeur dans le remplissage des questionnaires auprès des écoliers de Dikonop.

Du fait du peu d'informations recueillies, notre analyse se base sur les quelques témoignages collectés à travers, notamment, les quelques questionnaires remplis par les élèves même si nous avons conscience de leur caractère peu généralisable, l'échantillon étant bien trop faible.

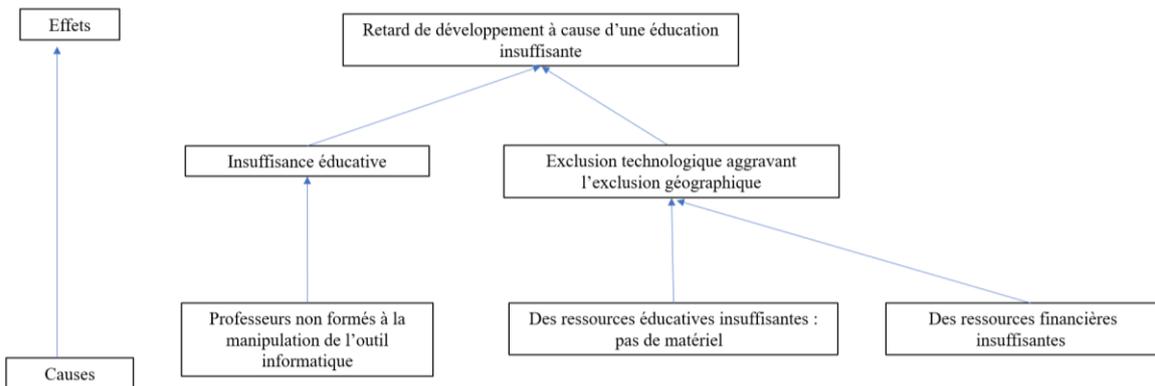


c) Parties prenantes

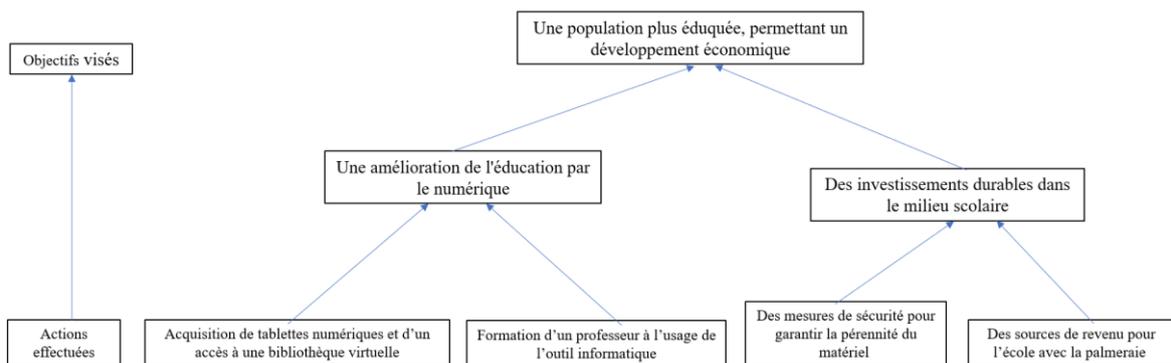
Parties prenantes	Type d'acteur	Rôle au sein du projet
YCID	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 1 616 €, soit 49,10 % du montant total
VAVSNS	Association à but humanitaire Loi 1901	Porteur du projet, en relation avec l'ensemble des parties prenantes
Village de Dikonop	Population locale de Dikonop	Bénéficiaires directs (33 enfants des classes de CM1-CM2) et indirects (élèves des autres classes de l'école, parents), consultés pour la détermination des besoins
Directeur de l'école de Dikonop	Partenaire technique	Bénéficiaire des formations et acteur dans la mise en place et le suivi du projet
Bibliothèques sans frontières	Association humanitaire Loi 1900	Appui technique par la mise à disposition des ressources numériques
		Se charge de la formation, sur le Koombook, du porteur du projet, qui la restituera aux partenaires techniques
Canopé	Etablissement public français	Se charge de la formation, au maniement des outils numériques, du porteur du projet qui la restituera aux partenaires techniques
		Apport matériel au travers de logiciels
Mairie d'Elancourt	Acteur institutionnel et apport matériel et technique	Dons des tablettes numériques redistribués via l'appel à candidatures "Classes numériques pour l'Afrique"
		Formation pédagogie scolaire et numérique

d) Arbres à problèmes et à solutions

Arbre à problèmes



Arbre à solutions





e) Cadre logique

Finalité globale	Permettre aux écoliers de l'école de Dikonop d'accéder à l'éducation par le numérique			
Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs	Activités	Moyens
1. Améliorer les conditions d'études	1.1 Utilisation régulière des tablettes à des fins éducatives	Taux d'utilisation des tablettes	1.1.1. Utilisation des tablettes dans le cadre des cours	<ul style="list-style-type: none"> - Kit numérique : 15 tablettes numériques (Ipad Mini 16Go), fournies avec une housse de protection et un câble de chargement, 1 ordinateur portable, 1 vidéoprojecteur rechargeable, 1 boîtier Koombook78, 1 système de recharge par panneaux solaires. - Frais d'acheminement des batteries par bateau : 100 € - Installation internet dans l'école : 200 €
			1.1.2. Sensibilisation des enfants à l'utilisation des tablettes	Temps d'accompagnement
			1.1.3. Accompagnement personnalisé des élèves par l'enseignant afin d'adapter au mieux les ressources au niveau de la classe	



	1.2. Amélioration des résultats scolaires	Résultats des écoliers, en comparaison avec les trois années précédentes	1.2.1 Intégration pertinente des nouveaux outils pédagogiques	Modification de la méthode d'enseignement afin d'y intégrer les nouveaux outils Equipement d'une classe de tablettes numériques avec le logiciel d'accès à une bibliothèque en ligne
2. Permettre une poursuite d'étude	2.1 Les écoliers intègrent le collège	Taux de passage en 6 ^{ème}	2.1.1. Qualité des cours augmentée grâce à l'outil informatique	Ressources éducatives
	2.2 Le taux de décrochage diminue	Taux de décrochage		
3. Garantir l'utilisation des ressources pour les classes suivantes	3.1 Tablettes et ressources toujours utilisées et utilisables	Nombre de tablettes à remplacer	3.1.1. Sensibilisation des élèves et des parents à l'utilisation des tablettes	<ul style="list-style-type: none"> - Réunions de sensibilisation - Tests pratiques - Démonstrations
	3.2. Formation des enseignants	<p>Nombre d'enseignants formés</p> <p>Nombre d'heures accordées à la formation des professeurs</p>	3.2.1. Formation des enseignants à l'installation et à l'utilisation du kit numérique	Formation et réunion : 150 € (une demi-journée consacrée aux applications installées sur les tablettes, trois journées sur le Koombook78 et les ressources qui y sont installées, et une journée sur l'utilisation des outils numériques dans la pédagogie scolaire)
	3.3. Accès sécurisé aux outils informatiques	Présence d'un vigile	3.3.1. Embauche d'un vigile	Salaire du vigile



f) Contrôle de bonne réalisation

Contexte : dans le village de Dikonop, une classe de 33 élèves de CM1-CM2 bénéficient de 15 tablettes numériques et d'un accès à une bibliothèque en ligne.				
Objectifs	Activités	Rapport final	Rapport d'évaluation	Ecart rapport final/rapport d'évaluation
1. Améliorer les conditions d'étude	1.1.1. Utilisation des tablettes dans le cadre des cours 1.1.2. Sensibilisation des enfants à l'utilisation des tablettes 1.1.3. Accompagnement personnalisé des élèves par l'enseignant afin d'adapter au mieux les ressources au niveau de la classe 1.2.1. Intégration pertinente des nouveaux outils pédagogiques	L'utilisation des tablettes numériques devrait être étendue à toutes les classes dédoublées.	L'utilisation des tablettes numériques constitue davantage une initiation à l'utilisation des outils informatiques qu'une réelle utilisation. Les élèves les utilisent également pour réviser les notions apprises en classe. Mais malgré la diversité et la richesse des ressources disponibles, le Koombook n'est pas utilisé à cause d'un problème de fonctionnement. Les écoliers, même les maternelles, sont très réceptifs et se sont très vite adaptés aux nouveaux outils numériques.	La prise en main des tablettes s'est très bien effectuée parmi les élèves des différentes classes, ils s'estiment tous à l'aise avec l'outil numérique selon les questionnaires remplis.
2. Permettre une poursuite d'études	2.1.1. Qualité des cours augmentée via l'outil informatique	Les ressources sont parfaitement adaptées aux besoins des élèves.	Le taux de réussite à l'examen d'aptitude a été de 100% après une année d'utilisation des tablettes, ce qui n'était pas le cas les années précédentes.	Les ressources sont en parfaite adéquation avec les besoins des élèves et adaptés au programme scolaire tel qu'il est défini par le ministère de l'Education.



<p>3. Garantir l'utilisation des ressources pour les classes suivantes</p>	<p>3.1.1. Sensibilisation des élèves et des parents à l'utilisation des tablettes</p> <p>3.2.1. Formation des enseignants à l'installation et à l'utilisation des outils numériques</p> <p>3.3.1. Embauche d'un vigile</p>	<p>Après 6 mois d'utilisation, aucun problème opérationnel ne se pose, les tablettes sont toujours utilisables, au nombre de 15, aucun vol n'a été commis.</p> <p>Les revenus de la palmeraie permettront de renouveler les équipements devenus obsolètes.</p> <p>Les élèves ont pris en main les tablettes et très vite acquis leur mode de fonctionnement, plus rapidement que les enseignants. L'emploi du Koombook n'est pas fréquent malgré sa pertinence, une formation supplémentaire à l'usage de l'outil, à destination des professeurs est peut-être nécessaire.</p>	<p>Les tablettes sont toujours en bon état, toujours utilisées.</p> <p>Les revenus de la palmeraie ne sont pas suffisants pour assurer la maintenance des tablettes en raison des nombreux besoins auxquels la palmeraie doit répondre.</p> <p>L'embauche d'un vigile semble facultative, le professeur conservant le kit numérique à son domicile.</p> <p>La formation des enseignants à l'usage des outils numériques a été insuffisante, surtout pour le Koombook qui n'est pas utilisé.</p>	<p>La formation a effectivement été insuffisante, le Koombook n'est plus utilisé à cause d'un défaut de fonctionnement, d'après le directeur.</p>
--	--	--	---	---



g) Charte yvelinoise

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
1. Connaître l'environnement					
La conception du projet a-t-elle tenu compte des documents nationaux de politique sectorielle ?		X			Le porteur du projet n'a pas connaissance de l'existence de ces documents.
Le projet a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?		X			Les documents de planification locale de développement n'existent pas réellement, ou sont soumis à la corruption (source : porteur de projet yvelinois).
L'acteur yvelinois a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?		X			Les documents de planification locale de développement n'existent pas réellement, ou sont soumis à la corruption (source : porteur de projet yvelinois).
L'acteur yvelinois a-t-il tenu compte des habitudes et comportements locaux dans la conception du projet ?	X				L'association VAVSNS connaît très bien le terrain, s'est déplacée sur place, et le directeur de l'école est très engagé dans le projet.
2. Clarifier le besoin					
Le besoin auquel le projet répond vous paraît-il clairement établi et pertinent ?	X				Les objectifs du projet sont clairement définis, et s'inscrivent dans la continuité de l'électrification de cette même école en 2018.
Les bénéficiaires directs ont-ils été bien identifiés au départ ?	X				Il s'agit des 33 élèves de CM1-CM2 de l'école primaire publique de Dikonop.
Ces bénéficiaires directs ont-ils été consultés dans la conception du projet ?		X			Les bénéficiaires directs, c'est-à-dire les élèves, n'ont pas été consultés directement, l'enseignant a été l'interlocuteur avec le porteur de projet.
3. Proposer un service					



Les coûts de fonctionnement et de maintenance du projet ont-ils été pris en compte dans le cadre de la conception du projet ?	X				La palmeraie a été bien identifiée dans la phase de conception comme source de revenus pour le fonctionnement et la maintenance du projet.
Le financement des coûts de fonctionnement du projet est-il bien intégré et permet-il un fonctionnement adéquat ?		X			Les revenus issus de la palmeraie ne sont pas suffisants pour permettre la maintenance des tablettes numériques.
Le gestionnaire du projet à l'issue de l'intervention de l'acteur yvelinois est-il bien identifié ?	X				Oui, il s'agit de l'enseignant et du directeur de l'école.
4. Adapter la réponse					
Le coût de fonctionnement du projet vous paraît-il adapté aux capacités contributives locales ?		X			Les revenus de la palmeraie sont insuffisants.
Selon vous, existait-il d'autres façons de répondre au besoin ? Si oui, ces façons ont-elles été étudiées ?		X			Afin d'accéder aux ressources numériques, les tablettes et l'accès à une bibliothèque en ligne paraît le meilleur moyen d'y arriver.
5. Partager les responsabilités					
Les rapports entre l'acteur yvelinois et le gestionnaire local ont-ils été définis clairement et précisément dans une convention ?	X				Oui, dans le cadre de l'association VAVSNS.
Les responsabilités du gestionnaire local vous semblent-elles claires ?	X				Oui, c'est une partie prenante très impliquée dans le projet.



Si d'autres intervenants ont des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, leur rôle vous paraît-il correctement défini ?	X			Oui, les parents d'élèves sont chargés de générer des revenus pour la pérennité du projet grâce à la palmeraie.
6. S'appuyer sur les ressources humaines				
Les compétences techniques du gestionnaire vous semblent-elles correspondre aux responsabilités qu'il exerce ?		X		L'enseignant manque de connaissances techniques dans la manipulation des outils numériques.
Les actions de formation prévues dans le projet ont-elles été suffisantes ?		X		Non, l'utilisation du Koombook n'est pas entièrement maîtrisée.
La sensibilisation des bénéficiaires vous paraît-elle suffisante ?	X			Oui, les élèves et parents d'élèves sont très fiers et impatients de bénéficier des nouveaux outils pédagogiques.
7. Respecter les autorités				
Le projet a-t-il obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires ?			X	Le porteur de projet n'a pas consulté l'administration camerounaise en raison des dysfonctionnements administratifs présents dans le pays, le directeur de l'école a contacté le rectorat pour l'avertir du projet.
Les autorités locales ont-elles été correctement associées à la mise en œuvre du projet ?			X	Le sous-préfet de Dibang soutient le projet.
8. Savoir innover				
Les technologies nouvelles introduites par le projet vous semblent-elles maîtrisées par le gestionnaire local ?		X		Non, un clair manque de maîtrise se fait ressentir, surtout concernant le Koombook, inutilisé depuis plusieurs mois.
La modification des comportements sociaux induite chez les bénéficiaires par le projet vous semble-t-elle durable ?			X	Le numérique représente une ressource éducative incroyable, que les jeunes sont le plus à même de manipuler, en partie grâce à leur grande capacité d'adaptation et de rapidité d'apprentissage.



9. Renforcer l'impact local					
Les achats ont-ils été réalisés auprès des fournisseurs locaux ?		X			Le porteur de projet yvelinois apporte l'intégralité du matériel de France.
La valorisation du projet auprès des populations vous semble-t-elle avoir été faite de façon appropriée ?	X				Après l'électrification de l'école, l'accès aux ressources numériques s'inscrit dans la même démarche d'amélioration des qualités éducatives, les parents et élèves sont impatients à l'idée de recevoir les outils numériques.
10. Réunir les conditions préalables					
Les titres de propriété sur les terrains et les infrastructures vous semblent-ils correctement établis ?	X				L'école primaire publique de Dikonop appartient à l'Etat camerounais.
Les contributions locales attendues pour le financement du projet ont-elles bien été mobilisées ?		X			Les revenus de la palmeraie ne sont pas mobilisés pour le financement du projet en raison des autres besoins de l'école.
11. Gérer avec rigueur					
Avez-vous pu consulter la comptabilité spécifique au projet ?		X			Nous n'avons pas pu contacter le responsable de la palmeraie de Dikonop.
Le gestionnaire local tient-il aujourd'hui une comptabilité claire et séparée ?				X	Pas d'informations.
Les justificatifs que vous avez pu consulter vous semblent-ils adéquats et sont-ils correctement archivés ?				X	Pas d'informations.
12. Valider la pérennité					
L'acteur yvelinois est-il revenu sur le terrain à l'issue du projet pour en faire le bilan ?	X				Oui, dans le cadre de la mission d'évaluation sur le terrain du 7 au 26 février 2020.

Evaluation de projets de coopération internationale



Les conditions de pérennisation de ce projet vous paraissent-elles réunies ?		X		L'enseignant est formé mais compte tenu de ses lacunes constatées dans la maîtrise de l'outil, il lui sera difficile de transmettre les éléments de formation. De plus, d'après certains témoignages, la palmeraie participe au financement de plusieurs éléments de l'école et semble donc insuffisante pour financer en plus ces nouveaux outils que sont les tablettes.
--	--	---	--	--

h) Guides d'entretien et questionnaires

Questionnaire à destination des élèves de l'école primaire publique de Dikonop

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet d'électrification du centre de Tamalong et de l'école de Dikonop, ainsi que celui des classes numériques pour l'école de Dikonop. Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération. Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

Utilisation des outils numériques

1. Quel(s) logiciel(s) utilisez-vous le plus souvent ?

2. Vous sentez-vous à l'aise avec les tablettes ?

Très à l'aise A l'aise Moyennement à l'aise Pas du tout à l'aise

Commentaire(s) facultatif(s) :

3. Qu'est-ce que vous préférez avec les tablettes ?

4. Combien de fois par semaine utilisez-vous les tablettes ?

Au moins une fois par jour Entre 1 et 4 fois par semaine

1 à 2 fois par mois Moins d'une fois par mois

5. Pensez-vous continuer au collège ?

Oui Non Je ne sais pas

6. En quelle classe êtes-vous ?



Identité :

7. Nom prénom

8. Age :

9. Genre : Fille Garçon

Merci de votre participation à ce questionnaire.

Tableau récapitulatif des réponses reçues

questions	logiciels les plus utilisés	aisance avec le materiel	intérêt des tablettes	fréquence d'utilisation	poursuite de scolarité	âge
	EXCEL	a l'aise	revision de notions apprise en classe	1 à 4 fois par semaine	oui	14 ans
	word, excel	à l'aise	forment aux TIC	1 à 4 fois par semaine	oui	15 ans
	les tablettes	très à l'aise	application des notions	1 à 4 fois par semaine	oui	9 ans

i) Documents budgétaires

Budget prévisionnel

DEPENSES			RECETTES	
Désignation	Coût unitaire €	Coût global €	Désignation	Montant €
Billets d'avion	469	938		
Visas Cameroun	125	250		
Traitements antipaludéen	50	100		
Frais acheminement batteries par bateau		100	Apport VAVSNS	1 675
Transport Douala vers Dikonop		220		
Transports locaux et retour Douala		200	YCID : aide principale	1 116
Formation et réunion		150	YCID : aide restitution	500
Installation internet dans l'école de Dikonop		200		
Frais séjour Douala		100		
Frais séjour Dikonop		200		
Frais divers		200		
Frais de structure (2%)		53		
Dépenses imprévues (3%)		80		
Dépenses restitution Yvelines		500		
TOTAL		3 291	TOTAL	3 291

Budget final

DEPENSES			RECETTES	
Désignation	Coût unitaire €	Coût global €	Justificatif	
Billets d'avion x2	469,01	938,02	Oui 1	
Visas Cameroun x2	125	250	Oui 2	
Traitements Antipaludéen x2	45,82	91,64	Oui 3	
Frais acheminement caisse par bateau		100	Non	VAV 1 863
Transport matériel et personnes : domicile vers Roissy		70	Forfait Uber	
Achat enceinte		25,49	Oui 4	YCID
Clé USB		6,19	Oui 5	1 116
Protection bagages en soute x4	16	64	Oui 6	
Frais RER retour x2	14,70	29,40	Oui 7	
Sous total		1 575		
Frais au Cameroun	Coût en Fcfa	Coût en €		
Location voiture avec chauffeur	500 000	763	Oui 8	
Essence	100 000	152	Illisible	
Téléphone local	10 000	15	Oui 9	
Nourriture (marchés locaux)	150 000	230	Non	
Taxis et motos taxi	60 000	92	Non	
Hébergement Tamalong (indemnisation)	50 000	76	Non	
Pourboire chauffeur	50 000	76	Non	
Sous total Cameroun	920 000	1 404		
TOTAL		2 979		
Provision internet coordination	440 000 Fcfa	670 €	Oui 10	
Dépenses restitution Yvelines		500 €		YCID restitution 500 €
TOTAL avec ces dépenses à venir		4 149 €	TOTAL	4 149 €

2.2. Projet 2 : Electrification par panneaux solaires de l'école de Dikonop et du centre éducatif et socio-culturel de Tamalong.

2.2.1. Description du projet

Le second projet a pour but d'électrifier deux sites essentiels dans la vie des habitants des villages de Dikonop et Tamalong : l'école primaire et le centre éducatif et socio-culturel (CESC). La finalité de ce projet est globale, elle vise à améliorer les conditions d'éducation et de santé, ainsi que permettre le développement économique de la région. Ce projet d'électrification a été initialisé en 2015 pour répondre aux demandes de la population locale, mais est contraint de s'arrêter à la suite du décès de l'acteur local. L'association VAVSNS, représentée par Jean-Bernard Heyer, porte le projet, et décide de reprendre l'initiative avortée en avril 2018, avec la signature du devis d'électrification, et se poursuit jusqu'en février 2019, avec la réception du matériel informatique. Les bénéficiaires de ce projet sont le millier d'habitant des villages de Dikonop et Tamalong. Le budget alloué est de 29 733 €, dont 10 500 € subventionnés par YCID, soit 35,31 % du montant total, et 15 780 € par différents acteurs : la communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines (5 780 €), la ville de Magny-les-Hameaux (3 000 €). Le reste est apporté par VAVSNS.

Ce projet s'inscrit dans l'action de l'association VAVSNS au sein de ce village afin d'améliorer les conditions de vie des habitants, avec la construction du centre déjà effectué par l'association, permettant aux habitants de se retrouver dans un lieu dédié. De plus, le centre est équipé d'une bibliothèque, permettant également d'améliorer les conditions de vie des habitants et les conditions d'éducation. Il s'agit d'équiper le CESC de Tamalong et l'école de Dikonop de panneaux solaires et de batteries afin de produire et stocker l'électricité. Celle-ci permettra le fonctionnement d'équipements auparavant bien plus difficiles à utiliser comme les téléphones portables ou bien du matériel informatique. Un système d'éclairage a été installé, permettant de fréquenter le centre même après la tombée de la nuit.

Un pôle de froid a également été mis en place, avec le branchement d'un réfrigérateur, initialement prévu pour stocker médicaments, vaccins, et denrées alimentaires périssables destinées à la vente.

Une autre application de cette électrification est l'installation de divers équipements comme une télévision et un ordinateur.

Photos après l'électrification de l'école de Dikonop et du CESC de Tamalong



Ecole de Dikonop (Source : Jean-Bernard Heyer)



CESC de Tamalong (Source : Jean-Bernard Heyer)



Pôle de froid au CESC (Sources : Jean-Bernard Heyer (gauche) et Laurent Libunda, 16 avril 2021 (droite)).

2.2.2. Contrôle de bonne réalisation



Ce contrôle s'appuie directement sur la matrice des cadres logiques (Annexe e page 5454), qui reprend les objectifs du projet, les résultats projetés et les activités réalisées.

Le tableau récapitulatif du contrôle de bonne réalisation est présent en Annexe f (page 5656).

Les trois objectifs de ce projet sont le développement économique de la région, l'amélioration des conditions d'éducation, et l'amélioration de la prise en charge sanitaire par l'accès aux besoins élémentaires de la santé. Trois installations distinctes permettent d'atteindre ces objectifs, tout d'abord le système d'électrification par panneaux solaires, ensuite le matériel informatique, et enfin le pôle froid.

Le système d'électrification par panneaux solaires a été acquis et installé par Canopy, qui a également dispensé une formation à l'entretien du matériel électrique. Ce système a permis de mettre en place des prises électriques pour recharger les téléphones portables. Elles sont utilisées très fréquemment par les habitants du village, qui apprécient de ne plus avoir à marcher pendant plusieurs kilomètres pour recharger leurs téléphones. Concernant la formation dispensée par Canopy, si elle a bien été suivie par un membre du comité de gestion du centre, elle reste sommaire et non suffisante en cas d'incident majeur. En effet, elle ne porte que sur le maintien du bon fonctionnement du système électrique, avec la régulation du niveau acceptable de l'eau dans les batteries, comment et quand en rajouter le cas échéant, ainsi que la régulation des fluctuations de la tension. Si les installations électriques sont plus sévèrement détériorées, comme ce fut le cas à cause d'un orage, la société Canopy doit obligatoirement intervenir pour réparer les dommages survenus car la formation reçue n'est pas suffisante.

Le matériel informatique a également été acquis et installé, permettant un accès aux outils informatiques et à Internet. Le but est de répondre aux objectifs de développement économique et d'amélioration des conditions d'éducation des écoliers de Dikonop et Tamalong.

Néanmoins, les ordinateurs sont très peu utilisés, le coordinateur local et quelques ressortissants sont les seuls à en profiter car la plupart des habitants de Tamalong n'ont pas été formés à leur utilisation. De plus, l'absence de connexion internet réduit les fonctionnalités de l'ordinateur. A contrario, la télévision est utilisée régulièrement par les habitants, à diverses occasions et pour divers programmes, allant des actualités internationales aux matchs de football.

L'objectif d'amélioration des conditions d'éducation, non seulement pour les élèves, mais également pour les enseignants qui devaient bénéficier de meilleures conditions de travail grâce



à l'utilisation d'Internet et de nouveaux outils informatiques n'est pas atteint. L'ordinateur n'est pas utilisé à cause d'un manque de maîtrise, car les habitants, autant les adultes que les écoliers n'ont pas été formés à l'outil numérique. Néanmoins, le projet réalisé l'année suivante par VAVSNS à l'école de Dikonop l'a équipée d'un kit numérique, permettant aux élèves de cette école de tout de même bénéficier d'un accès aux outils informatiques.

Enfin, le pôle de froid se matérialise par l'installation d'un réfrigérateur, servant de lieu de stockage des productions agricoles et des vaccins et médicaments. Les objectifs de développement économique et d'amélioration de la prise en charge sanitaire devaient être atteints, le premier grâce au stockage des denrées périssables destinées à la vente. Néanmoins, à cause des conditions météorologiques non favorables à l'agriculture et de l'état des routes rendant difficile le transport de marchandises, les habitants de Tamalong n'ont pas eu besoin de stocker leurs productions, le réfrigérateur est complètement vide.

Enfin, l'objectif d'amélioration de la prise en charge sanitaire par l'accès aux besoins élémentaires de la santé n'a pas non plus été atteint, car malgré l'électrification du réfrigérateur et sa mise en fonctionnement, l'absence de personnel soignant qualifié limite cet aspect du projet. L'association yvelinoise a financé la formation d'une soignante, mais à l'issue de cette période, la personne a quitté le village, laissant l'objectif d'amélioration de la prise en charge sanitaire non réalisé.

2.2.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité »

Pertinence

Le solaire semble être le seul moyen permettant la mise en place de l'électricité dans le centre et dans l'école. Les autres méthodes sont soit coûteuses, soit infaisables d'un point de vue technique. Ce besoin est une priorité pour les habitants, c'est la condition nécessaire pour accéder à un meilleur confort de vie via l'installation de l'éclairage, l'alimentation de différentes infrastructures comme la télévision ou le pôle de froid. Cela permet également à la population d'améliorer ses conditions de vie non seulement par un accès aux soins, mais également par un accès aux moyens d'informations, grâce à la télévision et aux prises électriques permettant de charger les téléphones portables, un moyen aujourd'hui presque indispensable pour communiquer.

Ce projet s'inscrit dans la poursuite des ODD 3, 4 et 9, définis par les Nations Unies comme garantissant respectivement un accès à la santé, une éducation de qualité et des infrastructures performantes. Le 3^{ème} est satisfait par le pôle de froid servant à stocker vaccins et médicaments, l'éducation de qualité peut être acquise grâce aux outils informatiques présents dans le centre. En effet, les habitants, qu'ils soient écoliers ou adultes, bénéficient de livres à usage pédagogique ou culturel, et l'ordinateur peut leur permettre de réviser les leçons apprises en classe. Les seules personnes à en bénéficier sont les quelques ressortissants du village, qui ont pu être formés à son utilisation en ville. L'électrification de l'école et du CESC permet de renforcer la qualité des infrastructures.

Ces objectifs ont été traduits dans des initiatives nationales comme le programme Cameroun vision 2035 qui souligne l'importance du développement des zones rurales et des enjeux économiques et sanitaires auxquels est confronté le pays.

Néanmoins, plusieurs aspects ne sont pas satisfaisants. En effet, l'ordinateur, initialement destiné à améliorer les conditions d'éducatives, n'est utilisé que par une extrême minorité de personnes à cause d'un manque de maîtrise et de l'analphabétisme qui touche une partie de la population. La réelle pertinence de cet aspect du projet peut ainsi être remise en cause.

De même, la non prise en compte des documents de planification régionale et la non-implication des autorités locales réduit sa pertinence, le projet se faisant sans l'appui des pouvoirs public et des autorités locales.



Cependant, les nouvelles infrastructures mises en place, telles que la prise électrique ou le pôle de froid, sont pertinentes vis-à-vis des besoins exprimés par la population, qui souffre d'un sentiment d'enclavement et d'isolement, avec par exemple le déplacement forcé vers les villes proches pour recharger son téléphone ou accéder aux soins de base.

Ainsi, si le projet paraît pertinent dans son ensemble, la place accordée à la population dans la conception du projet et la détermination des besoins, notamment concernant le matériel informatique, a été insuffisante, certains équipements n'étant pas utilisés. L'utilisation du pôle de froid sur le plan sanitaire et économique avait été mise en avant, et finalement ne s'est pas faite.

Bilan : la pertinence de ce projet semble satisfaisante.



Cohérence

Du point de vue de la cohérence, le constat est mitigé. Si les activités réalisées sont en bonne adéquation avec les objectifs définis par l'association comme la réduction de la mortalité, la situation sanitaire ou bien le revenu de la population, et que celles-ci ont bien été accomplies, certains éléments limitent leur cohérence.

Concernant la cohérence externe, la couverture réseau est problématique dans l'utilisation de certaines infrastructures, principalement les outils informatiques qui ont été mis à disposition et dont l'intérêt est réduit par cet obstacle. La résolution de ce problème semble lointaine étant donné les dernières communications avec l'opérateur public qui n'a pas répondu aux demandes de l'association concernant l'installation d'une antenne satellite. Ainsi nous pouvons questionner la cohérence de l'installation d'un ordinateur dans une zone sans internet.

De même, l'objectif d'amélioration de la situation économique est pertinent, mais les actions mises en place dans ce but ne sont pas cohérentes avec ce cadre particulier, par exemple, le réfrigérateur n'est pas utilisé pour la conservation de marchandises car d'après nos interlocuteurs, l'enclavement du village et le mauvais état des routes sont en trop mauvais état empêchant la vente de la production à l'extérieur.

La cohérence interne est également insatisfaisante car la construction du projet n'a pas suffisamment pris en compte les compétences du personnel à disposition et certains manques se font ressentir, surtout sur le plan sanitaire. En effet, malgré son importance parmi les utilisations de l'électricité, il n'a pas été suffisamment pris en compte et l'absence d'une personne qualifiée pour cette tâche a totalement mis à l'arrêt tout une facette du projet. De plus, le manque d'implication des pouvoirs publics dans ce projet ne facilite pas la correction de ce problème en raison du manque de soutien du secteur public. VAVSNS est confrontée à elle-même pour trouver une personne capable de se charger du pôle froid du CESC.

Bilan : la cohérence de ce projet est jugée non satisfaisante.



Efficacité

Le constat concernant l'efficacité du projet est plutôt négatif. En effet, si les actions ont toutes été réalisées, les résultats obtenus ne sont pour l'instant pas à la hauteur des espérances.

Tout d'abord, l'installation du pôle de froid n'a eu aucun impact sur la vie des habitants, aucun matériel médical n'y est stocké. Selon nos différents interlocuteurs, une formation de personnel soignant a été financée par l'association mais à l'issue de celle-ci, la personne, originaire du village, a été mutée ailleurs et n'a donc pu continuer à travailler à Tamalong. Ainsi, sur le volet médical, aucune utilisation n'a été constatée. L'association essaie de pallier à ce problème en cherchant une personne qualifiée afin de se charger de ce point.

De même pour le volet économique, aucune marchandise agricole n'est stockée dans le frigo, le mauvais état des routes rendant impossible la vente de marchandises agricoles.

De plus, comme cité précédemment, l'accès à internet est toujours absent, ce qui limite l'impact du volet éducatif du projet. Si les activités sont réalisées, elles ne produisent pas le résultat escompté.

Pour contrebalancer ce constat plutôt négatif, les habitants commencent à s'approprier les infrastructures, les fiches de présence recueillies (Annexe i page 6666) signalent l'utilisation de la télévision et des stations de recharge par exemple. Le site est aussi utilisé pour les réunions et les festivités locales. Si l'efficacité du projet est non satisfaisante pour certaines actions, une utilisation du centre comme lieu de vie et de sociabilité ressort des données collectées. Cet objectif, malgré le fait qu'il ne soit pas mis en avant dans le rapport du porteur yvelinois, restait important pour l'association. En effet, les habitants du village sont préoccupés par la migration d'une partie de sa population vers les villes, et l'électrification du CESC permet d'y répondre en améliorant les conditions de vie au village.

Bilan : l'efficacité du projet est jugée insuffisante.



Efficienc

Nous constatons que le déroulement de ce projet a été efficient. Celui-ci n'a en effet pas dépassé le budget prévisionnel et a même été inférieur, le devis ayant été revu à la baisse.

Nous pouvons également souligner le choix du prestataire qui, même s'il fit le devis le plus élevé, fût le bon choix, les travaux s'étant déroulés sans retard ou contretemps. Ce dernier est également chargé des travaux de maintenance qui ont pour l'instant été effectués correctement et rapidement.

Concernant les panneaux solaires en eux-mêmes, ils semblent être en quantité suffisante, les questionnaires reçus soulignant l'absence de coupure de courant dans le centre.

Cependant, des coûts non prévus liés au projet ont émergé. Concernant le pôle de froid, l'association est à la recherche d'une personne qualifiée pouvant prendre en charge sa gestion et son aspect sanitaire. Mais cela entraîne des coûts supplémentaires en termes de recherche et en termes de formation.

Bilan : l'efficienc du projet est jugée satisfaisante.



Pérennité

La pérennité de ce projet est moyennement satisfaisante, les infrastructures sont entretenues régulièrement par les habitants du village qui s'organisent en ce sens. Un comité d'organisation a été constitué, avec Laurent Libunda, principal responsable du centre, Jean Tongmam, responsable de la sécurité et chargé de la permanence avec Clément Médard. La trésorerie est assurée par Christine Billong.

De plus, comme souligné dans notre analyse de l'efficacité, les habitants se sont appropriés une partie des infrastructures. C'est un signe positif pour la pérennisation du projet, lui permettant d'être poursuivi par les habitants.

Les recettes du centre sont exclusivement générées par les cotisations des habitants, qui sont collectées à la fin de l'année, après la période de récolte et de vente. Les adhérents versent 5 000 FCFA par an, soit environ 7 €. Ce montant a été déterminé de sorte que l'effort financier ne soit pas trop important afin que la majorité de la population puisse participer. En 2019 et 2020, 18 adhérents ont cotisé pour un total de 90 000 FCFA par an, et durant le premier trimestre de 2021, 4 adhérents ont versé leur cotisation, les autres la verseront en fin d'année. Ce système a été demandé par l'association VAVSNS afin d'assurer la maintenance des batteries et des panneaux solaires une fois la garantie expirée. Pour l'instant, cette dernière est encore valide et prend donc en charge toutes les éventuelles dépenses. Les cotisations sont versées par les habitants pour faire face à tout frais de réparation des installations, ce qui témoigne de leur volonté de faire perdurer les bénéfices du projet. On peut néanmoins se questionner sur le montant de cette cotisation, s'il est suffisant pour permettre de couvrir le montant des réparations.

La palmeraie de Dikonop est censée prendre en charge les frais de maintenance des panneaux solaires de l'école. Néanmoins, comme expliqué dans l'évaluation du projet de Classes numériques au Cameroun, de nombreux besoins sont déjà adossés à cette palmeraie, et les revenus actuellement générés sont insuffisants pour y répondre.

La formation dispensée par Canopy a bien été prodiguée à un habitant de Tamalong, mais ne concerne que l'entretien de base des équipements, avec entre autres la gestion du niveau acceptable de l'eau dans les batteries, comment et à quel moment en rajouter le cas échéant. Il a également appris à régler la tension à partir de la caisse pour faire face aux fluctuations de



tension. Cependant, dans le moindre cas de souci technique, les villageois sont forcés de faire appel à Canopy, ce qui les rend toujours dépendants dans le cas d'intempéries.

L'association VAVSNS est actuellement en train de financer la formation d'un ingénieur agronome dans l'objectif de réhabiliter une palmeraie, et donc de permettre une diversification des revenus du CESC. Cette dernière est importante car les cotisations des habitants se révèlent aujourd'hui insuffisantes pour subvenir à tous frais du centre, qui est dépendant des dons de l'association.

Bilan : Actuellement, la pérennité du projet est limitée, les financements des frais du centre provenant des cotisations des adhérents, peu élevés, et des transferts de fonds de la part de l'association.



2.2.4. Recommandations autour du projet

Les difficultés rencontrées par ce projet ne paraissent pas résulter du projet en lui-même. Cependant, certains points auraient peut-être dû être conçus différemment, notamment concernant le pôle de froid et son utilisation. S'il ressort de nos échanges avec les acteurs yvelinois que l'objectif principal du projet était l'amélioration du centre pour en faire un lieu de vie au village, ce n'est pas ce qui ressort des objectifs présentés dans le dossier.

- 1) Concernant ce point, la formation d'un personnel soignant aurait pu être faite de sorte à garantir la présence d'une personne qualifiée peu de temps après la mise en place du projet, afin que les actions aient les impacts désirés. De plus, vu la place occupée par le volet sanitaire, la formation du personnel associé aurait pu être intégrée au projet.
- 2) Un meilleur suivi de la part du porteur de projet yvelinois aurait dû permettre une plus grande réactivité face aux imprévus.
- 3) Afin de permettre à davantage de personnes d'utiliser les ordinateurs, des cours d'initiation à l'informatique pourraient être dispensés grâce aux connaissances de certains habitants, sous réserve de la possibilité des acteurs à le mettre en place en termes de temps disponible.
- 4) Pour finir, la cohérence externe du projet est à améliorer, l'absence d'infrastructures empêche des résultats sur le volet économique. Le pôle de froid ne servant donc pas au stockage de marchandises, celle-ci n'étant que rarement vendue en dehors du village.

2.2.5. Annexes

a) Personnes ressources

Nom	Fonction	Type d'échange
Jean-Bernard Heyer	Président de l'association Vivre au Village Solidarité Nord Sud, chef des projets 1 et 2	Réunion en présentiel et échanges par mail
Guérigonde Heyer	Secrétaire de l'association VAVSNS	Réunion en présentiel
Laurent Libunda	Coordinateur local de l'association VAVSNS à Dikonop et Tamalong	Ecrit (WhatsApp)
Christine Billong	Trésorière du CESC de Tamalong	Appel WhatsApp

b) Contact avec les personnes ressources

Jean Bernard et Guérigonde Heyer ont été les premiers interlocuteurs qui nous ont introduit le projet et nous ont redirigé vers Laurent Libunda et Christine Billong, trésorière du CESC.

Laurent Libunda, coordinateur local de l'association VAVSNS et responsable du CESC a été notre principal contact durant le processus d'évaluation des projets 1 et 2. Il s'est occupé de transmettre les questionnaires à la population fréquentant le centre et de remplir les feuilles de présence. Il a également été notre principale source d'information sur l'avancement du projet. Nos échanges se sont principalement faits par message WhatsApp, le réseau étant trop mauvais pour permettre une communication vocale.

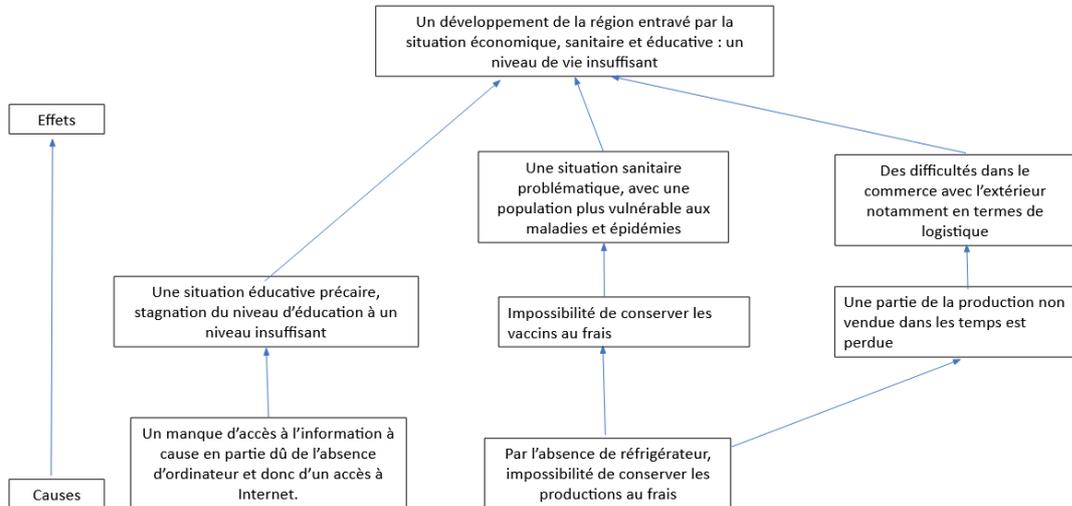


c) Parties prenantes

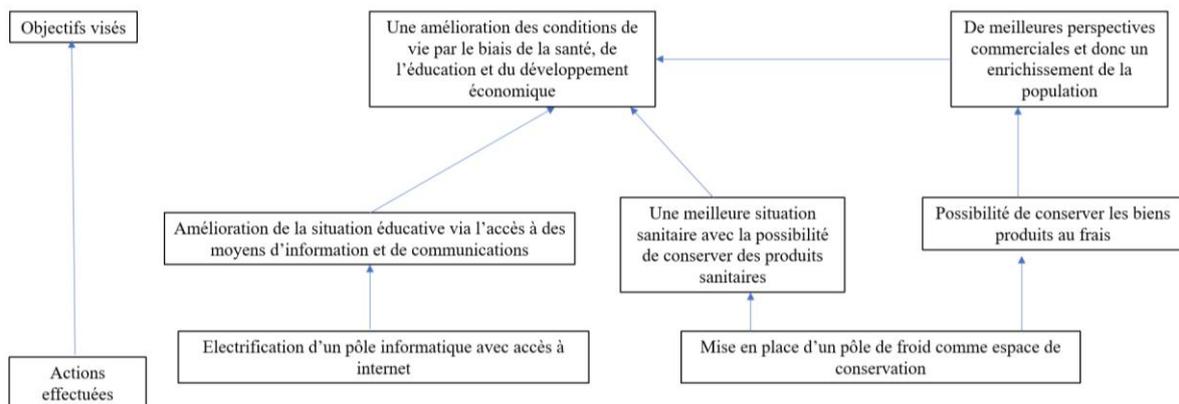
Parties prenantes	Type d'acteur	Rôle au sein du projet
CASQY	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 5 780 €
Ville de Magny-les-Hameaux	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 3 000 €
YCID	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 10 000 €, soit 33,63 % du montant total
VAVSNS	Association à but humanitaire Loi 1901	Porteur du projet, en relation avec l'ensemble des parties prenantes
		Propriétaire des équipements informatiques, réfrigérateurs
Villages de Tamalong et de Dikonop (environ 1 000 habitants, dont 253 enfants)	Population locale des villages de Dikonop et de Tamalong	Bénéficiaire du projet, consulté pour la détermination des besoins
		Bénéficiaire des formations
Comité de pilotage du CESC de Tamalong	Partenaire technique	Coordinateur local
Canopy	Entreprise privée	Maître d'œuvre et formateur
Fondation EDF	Fondation d'entreprises et bailleur de fonds	Rôle de consultant sur la faisabilité du projet

d) Arbres à problèmes et à solutions

Arbre à problèmes



Arbre à solutions





e) Cadre logique

Finalité globale	Amélioration des conditions d'éducation, de santé, et de développement économique dans les villages de Dikonop et Tamalong			
Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs	Activités	Moyens
1. Développement économique de la région	1.1. Meilleur accès aux outils informatiques et à Internet	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'utilisations d'Internet - Fréquence d'utilisation des outils 	1.1.1. Acquisition et installation du matériel informatique	Equipement informatique fourni par VAVSNS grâce aux dons, fonds propres
			1.1.2. Prise en main des installations informatiques	Temps de familiarisation avec les outils informatiques
	1.2. Présence de points de recharge des équipements nomades en nombre suffisant et à des endroits stratégiques	Nombre de points de recharge et leur capacité	1.2.1. Mise en place de deux systèmes d'électrification par panneaux solaires	<ul style="list-style-type: none"> - Matériel électrification CESC : 20 196 € - Matériel électrification école primaire : 5 193 €
			1.2.2. Formation à l'entretien du matériel des responsables du suivi par la société Canopy	Coût de la formation compris dans la prestation finale
1.3. Augmentation des ventes de marchandises	Evolution des revenus des habitants	1.3.1. Conservation des productions agricoles grâce au réfrigérateur	Réfrigérateur fourni par VAVSNS grâce aux dons, fonds propres	
		- Nombre d'élèves scolarisés	2.1.1. Prise en main des outils informatiques	



<p>2. Amélioration des conditions d'éducation</p>	<p>2.1. Amélioration des conditions d'étude pour les élèves et de travail pour les enseignants</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de passage en 6^{ème} 	<p>2.1.2. Utilisation d'Internet et des nouveaux outils informatiques à des fins pédagogiques</p>	<p>1 connexion internet pour le réseau 3G Equipement informatique (2 ordinateurs et 1 imprimante) : 315 000 FCFA (481 €) Rame papier pour l'imprimante : 3000 FFA (4,60 €) Accessoire électrique : 13 000 FCFA (20 €)</p>
<p>3. Amélioration de la prise en charge sanitaire</p>	<p>3.1. La situation sanitaire s'améliore (meilleur accès aux médicaments de première urgence)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de médicaments de première urgence disponibles immédiatement - Couverture vaccinale - Dépenses en termes de santé 	<p>3.1.1. Electrification d'un pôle de froid, qui servira notamment à entreposer les vaccins et médicaments 3.1.2. Formation à l'entretien du matériel</p>	<p>Réfrigérateur CESC Tamalong : 154 000 FCFA (235 €) Téléviseur et ordinateur : 185 000 FCFA + 135 000 FCFA (283 € + 206 €) Abonnement TV (2 mois) et box internet : 20 000 FCFA (46 €) Accessoire électrique : 8000 FCFA (12,20 €) Pose antenne satellite : 20 000 FCFA (30 €) Réchaud gaz et accessoires : 45 600 FCFA (70 €) Téléphone (puce locale) : 8000 FCFA (12,20 €)</p>



f) Contrôle de bonne réalisation

Contexte : l'électrification de l'école de Dikonop et du Centre Educatif et Socio Culturel de Tamalong permettent le développement économique de la région, l'amélioration des conditions d'éducation et de prise en charge sanitaire grâce à l'installation d'un pôle froid et de la mise en place de divers outils informatiques et d'Internet				
Objectifs	Activités	Rapport final	Rapport d'évaluation	Ecart rapport final/rapport d'évaluation
1. Développement économique de la région	<p>1.1.1. Acquisition et installation du matériel informatique</p> <p>1.1.2. Prise en main des installations informatiques</p> <p>1.2.1. Mise en place de deux systèmes d'électrification par panneaux solaires</p> <p>1.2.2. Formation à l'entretien du matériel des responsables du suivi par la société Canopy</p> <p>1.3.1. Conservation des productions agricoles grâce au réfrigérateur</p>	<p>Achat de 2 ordinateurs, d'une imprimante, installation d'une box internet.</p> <p>Formations mentionnées comme effectuées mais peu d'informations.</p> <p>Concernant la conservation des productions agricoles, seul l'achat du réfrigérateur est spécifié.</p>	<p>Les produits agricoles ne sont pas conservés dans le réfrigérateur.</p> <p>Le matériel informatique semble peu utilisé, à l'exception de la télévision.</p> <p>La prise électrique est très utilisée, que ce soit pour recharger les téléphones portables ou brancher la télévision.</p> <p>Un membre de Canopy s'est déplacé à Yaoundé pour former un membre du comité de gestion à la manipulation de base du matériel. Cependant, cette formation est limitée et les habitants doivent faire appel à Canopy pour tout problème technique.</p>	<p>Les fonctions de stockage des productions alimentaires et de matériel sanitaire sont en réalité complètement absentes, le frigo est vide.</p> <p>La télévision est très utilisée, elle permet aux habitants de se retrouver et de partager des moments de convivialité.</p> <p>La formation se révèle très superficielle, n'a été suivie que par une seule personne, et en cas d'incident technique Canopy doit obligatoirement intervenir.</p>
2. Amélioration des conditions d'éducation	<p>2.1.1. Prise en main des outils informatiques</p> <p>2.1.2. Utilisation d'Internet et des nouveaux outils</p>	<p>L'outil informatique permet d'enrichir les ressources pédagogiques.</p>	<p>L'ordinateur est très peu utilisé, le coordinateur local et quelques ressortissants sont les seuls à s'en servir.</p> <p>L'absence d'accès à internet limite</p>	<p>Le PC n'est utilisé que par les ressortissants revenus au village, qui ont appris en ville à utiliser le matériel.</p>



	informatiques à des fins pédagogiques		considérablement les utilisations possibles de l’outil informatique.	La bibliothèque est fréquentée par les habitants du village.
3. Amélioration de la prise en charge sanitaire	3.1.1. Stockage des médicaments dans les réfrigérateurs	Le réfrigérateur permet la conservation de médicaments de base.	Le réfrigérateur n’est pas utilisé pour la conservation de médicaments ni de vaccins.	Le pôle de froid n’a pas permis l’amélioration des conditions sanitaires à cause de l’absence de personnel soignant qualifié.



g) Charte yvelinoise

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
1. Connaître l'environnement					
La conception du projet a-t-elle tenu compte des documents nationaux de politique sectorielle ?		X			Le porteur du projet n'a pas connaissance de l'existence de ces documents.
Le projet a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?		X			Les documents de planification locale de développement n'existent pas réellement, ou sont soumis à la corruption (source : porteur de projet yvelinois).
L'acteur yvelinois a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?		X			Les documents de planification locale de développement n'existent pas réellement, ou sont soumis aux dysfonctionnements administratifs.
L'acteur yvelinois a-t-il tenu compte des habitudes et comportements locaux dans la conception du projet ?	X				L'association VAVSNS connaît le village et y agit depuis plus de 10 ans, Guérigonde Heyer, secrétaire de l'association, est originaire de Tamalong.
2. Clarifier le besoin					
Le besoin auquel le projet répond vous paraît-il clairement établi et pertinent ?	X				L'accès à l'électricité est une préoccupation importante pour les populations locales.
Les bénéficiaires directs ont-ils été bien identifiés au départ ?	X				Les populations des villages de Dikonop et de Tamalong et plus précisément une classe de l'école, les usagers du pôle culturel et du pôle de soins.
Ces bénéficiaires directs ont-ils été consultés dans la conception du projet ?			X		Si les habitants ont été consultés pour déterminer les besoins, leurs implications dans la conception du projet est plus incertaine.
3. Proposer un service					
Les coûts de fonctionnement et de maintenance du projet ont-ils été pris en compte dans le cadre de la conception du projet ?		X			Les questions de coûts de fonctionnement et de maintenance n'ont été étudiés qu'a posteriori après le rapport de la Fondation EDF.



Le financement des coûts de fonctionnement du projet est-il bien intégré et permet-il un fonctionnement adéquat ?	X				Les coûts de fonctionnement du projet sont financés grâce aux cotisations des habitants de Tamalong, mais on peut douter de leur suffisance compte tenu des données (source : VAVSNS)
Le gestionnaire du projet à l'issue de l'intervention de l'acteur yvelinois est-il bien identifié ?	X				Le gestionnaire du projet est bien identifié, il s'agit de Laurent Libunda.
4. Adapter la réponse					
Le coût de fonctionnement du projet vous paraît-il adapté aux capacités contributives locales ?			X		Le coût de fonctionnement paraît adapté aux capacités contributives locales mais le constat est plus mitigé concernant la maintenance ou le remplacement des panneaux solaires et batteries.
Selon vous, existait-il d'autres façons de répondre au besoin ? Si oui, ces façons ont-elles été étudiées ?			X		Il semble que le choix du photovoltaïque était le bon, les autres options se présentant étant limitées comme le groupe électrogène, difficile à mettre en place et polluant.
5. Partager les responsabilités					
Les rapports entre l'acteur yvelinois et le gestionnaire local ont-ils été définis clairement et précisément dans une convention ?	X				Les gestionnaires locaux sont membres de l'association yvelinoise.
Les responsabilités du gestionnaire local vous semblent-elles claires ?	X				Laurent Libunda est responsable du centre.
Si d'autres intervenants ont des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, leur rôle vous paraît-il correctement défini ?	X				Jean Tongmam est le responsable de la sécurité et permanent au centre avec Clément Médard, et Christine Billong est trésorière.
6. S'appuyer sur les ressources humaines					
Les compétences techniques du gestionnaire vous semblent-elles correspondre aux responsabilités qu'il exerce ?	X				



Les actions de formation prévues dans le projet ont-elles été suffisantes ?			X		La formation dispensée par Canopy permet la vérification du bon fonctionnement du matériel, mais est insuffisante dans le cas d'incident majeur ou de maintenance importante.
La sensibilisation des bénéficiaires vous paraît-elle suffisante ?	X				Les habitants utilisent régulièrement le CESC, ils semblent avoir intégré ses fonctions et les activités qu'il offre.
7. Respecter les autorités					
Le projet a-t-il obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires ?		X			Le porteur de projet n'a pas consulté l'administration camerounaise en raison de la corruption présente dans le pays. (Source : porteur de projet Yvelinois)
Les autorités locales ont-elles été correctement associées à la mise en œuvre du projet ?		X			
8. Savoir innover					
Les technologies nouvelles introduites par le projet vous semblent-elles maîtrisées par le gestionnaire local ?	X				Mr Libunda sait utiliser les outils informatiques
La modification des comportements sociaux induite chez les bénéficiaires du projet vous semble-t-elle durable ?	X				Les habitants se sont pleinement appropriés l'utilisation du centre, ils s'y rendent pour diverses occasions.
9. Renforcer l'impact local					
Les achats ont-ils été réalisés auprès des fournisseurs locaux ?	X				Tous les équipements ont été achetés au Cameroun auprès d'une société franco-camerounaise.
La valorisation du projet auprès des populations vous semble-t-elle avoir été faite de façon appropriée ?	X				La population locale s'est bien appropriée l'utilisation du centre, qu'elle fréquente à divers moments de la semaine, pour diverses occasions.
10. Réunir les conditions préalables					
Les titres de propriété sur les terrains et les infrastructures vous semblent-ils correctement établis ?	X				L'école de Dikonop appartient à l'Etat camerounais et le centre de Tamalong appartient à l'association VAVSNS.



Les contributions locales attendues pour le financement du projet ont-elles bien été mobilisées ?	X			Un système de cotisations pour les adhérents du centre a été mis en place sur demande de VAVSNS, dans le but d'assurer la maintenance du système électrique.
11. Gérer avec rigueur				
Avez-vous pu consulter la comptabilité spécifique au projet ?			X	Laurent Libunda nous a envoyé des photos du livre de compte où sont archivées les cotisations.
Le gestionnaire local tient-il aujourd'hui une comptabilité claire et séparée ?			X	Un livret comptable est dédié aux cotisations versées par les adhérents au centre de Tamalong. Nous n'avons pas pu avoir accès au compte des dépenses.
Les justificatifs que vous avez pu consulter vous semblent-ils adéquats et sont-ils correctement archivés ?	X			Le livret comptable est correctement tenu, il précise clairement les cotisations reçues (voir Annexe i page 6666)
12. Valider la pérennité				
L'acteur yvelinois est-il revenu sur le terrain à l'issue du projet pour en faire le bilan ?	X			Mr et Mme Heyer se rendent régulièrement au village.
Les conditions de pérennisation de ce projet vous paraissent-elles réunies ?		X		Le montant des cotisations semble limité pour permettre le financement de la maintenance des équipements électriques. De plus, nous émettons quelques doutes sur la bonne réalisation des formations à la manipulation des différents outils.



h) Guides d'entretien et questionnaires

Entretien avec Christine Billong, trésorière du CESC de Tamalong

- 1) Quelles sont les sources de financement du centre ?
- 2) Comment s'organise la contribution financière au sein du centre ?
- 3) Les habitudes sociales ont-elles été modifiées depuis l'électrification du centre ?
- 4) L'électrification du centre a-t-elle eu un impact sur la mobilité des jeunes ?
- 5) Les habitants se sont-ils bien appropriés le centre ?
- 6) Quels sont les usages typiques du centre ?
- 7) Jusqu'à quelle heure est-il ouvert ?
- 8) Comment se fait-il que le frigo soit vide ?
- 9) Comment s'organise la maintenance des panneaux solaires ?

Liste non exhaustive des questions posées à Laurent Libunda, coordinateur local de l'association VAVSNS, et responsable du CESC de Tamalong

- 1) Pouvez-vous nous donner quelques précisions concernant la formation à l'utilisation des panneaux solaires et des batteries ?
- 2) Combien de personnes utilisent l'ordinateur par jour ?
- 3) Les panneaux solaires à l'école de Dikonop sont-ils suffisants ?
- 4) Pouvez-vous nous transmettre les documents comptables de l'association (solde avec cotisations, livre de comptes) ?

Questionnaire à destination des utilisateurs du CESC de Tamalong et des parents d'élèves de l'école primaire publique de Dikonop

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet d'électrification du centre de Tamalong et de l'école de Dikonop, ainsi que celui des classes numériques pour l'école de Dikonop. Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération.

Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

1. A quelle fréquence vous déplacez-vous au centre Educatif et Socio-Culturel (CESC) de Tamalong ?

- Tous les jours Une fois par semaine Une fois par mois Jamais

Commentaire(s) facultatif(s) :

2. A quel moment fréquentez-vous le centre ?

- En journée la semaine Les soirs de semaine Le week-end

3. A quelle(s) occasion(s) ?

4. Utilisez-vous la prise électrique ?

- Oui Non

5. Si oui, à quelle fréquence ?

- Au moins une fois par jour Entre 1 et 4 fois par semaine
 1 à 2 fois par mois Moins d'une fois par mois

6. Vous rendez-vous plus souvent au centre éducatif et socioculturel depuis que l'électricité est installée ?

- Oui Non

7. Quels sont les aspects que vous préférez dans le centre ?

8. Utilisez-vous la bibliothèque ?

Oui Non

Si oui, à quelle fréquence ?

Au moins une fois par jour Entre 1 et 4 fois par semaine

1 à 2 fois par mois Moins d'une fois par mois

Si non, pourquoi ?

9. Pour les parents d'élèves de l'école de Dikonop, l'installation des tablettes a-t-elle modifié le comportement de vos enfants vis-à-vis de l'école ? Sont-ils plus enthousiastes à l'idée de s'y rendre ?

Oui Non

Commentaires

10. Pour les parents d'élèves de l'école de Dikonop, estimez-vous que les revenus de la palmeraie sont suffisants ?

Oui Non

Commentaires

Identité :

11. Nom prénom

12. Age

13. Genre

Femme Homme

Merci de votre participation.



Tableau récapitulatif des réponses reçues

questions	Fréquence d'utilisation	moment de fréquentation privilégié	utilisations du centre	utilisation de la prise électrique	fréquence d'utilisation	augmentation utilisation depuis les travaux	aspects appréciés	utilisation de la bibliothèque	questions parents d'élèves			age	sexe
									enfants plus motivés depuis les tablettes	suffisance de la palmeraie pour les besoins de l'école			
	1 fois par mois	WE	journal, débat et charge tel	oui	1 a 4 par S	oui	lieux de vie avec des distractions	1 à 4/semaine			15-25 ans	homme	
	1x/mois	WE	bibliothèque, film, télé	oui	1 a 4 fois par S	pas visible	bibliothèque et musique	plus d'1 fois/jour	oui	non	15-25 ans	homme	
	1x par semaine	soirs de semaines	informations et charge tel	oui	1 a 4 par S	oui	actu à télé sans coupure et recharge telephone	1 à 2/mois			26-45 ans	femme	
	1x par semaine	les soirs de semaine	se distraire	oui	1a 4 par S	oui	lumière télévisions et danses	1 à 4 fois/semaine			moins de 14 ans	homme	
	1x par semaine	WE	S'informer, les réunions et la musique	oui	1 a 4 par S	oui	la musique, les films, l'aspect social et la lumière	1 à 2/mois			15-25 ans	homme	

Livre de cotisations de l'association

CONTRIBUTION ANNUELLE DES MEMBRES A LA
CAISSE DE MAINTENANCE DU CESC
(Année 2019)

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Jan	Feb	A	S	O	N	D	TOTAL
01	LIBOUNDA Eliza J.	F				X	X			5000
02	BILLONG Christine	F				X				5000
03	Mme LIBUNDA Mado	F						X	X	5000
04	LIBUNDA Laurent	M				X				5000
05	HOT HOT Jean	M				X	X			5000
06	MAMVIM Felix	M				X	X			5000
07	LIBOUNDA Etienne	M				X	X			5000
08	Koumbin Philippe	M				X				5000
09	Ziboun Simon	M				X				5000
10	Mehip Clement	M				X				5000
11	Mehip Jean-Pierre	M				X				5000
12	NKEN Michel	M				X				5000
13	Piboun Simon	M				X	X			5000
14	Matip Jean Pierre	M				X	X			5000
15	NTOUB Laurent	M				X				5000
16	MBOCK Paul	M				X	X			5000
17	Simbeq Marthal	M				X	X			5000
18	HARTI Libunda	M				X	X			5000
19	Ngo Balomog Guil	M				X	X			5000
20	NKEN Michel	M				X	X			5000
21	Mme NTOMB Solange	F				X	X			5000
22	Ndigi Paul	M				X	X			5000
23	MREN Vincent	M				X	X			5000
24	Matip Kous	M				X	X			5000
25	Mme NTOMB Jacqueline	F				X	X			5000

TOTAL: 90.000 FCFA
Ninzevingt mille dix mille francs cfa

CAISSE DE MAINTENANCE DU CESC/TAMALONG
(Année 2020)

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Jan	Juillet	Aug	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
01	LIBOUNDA Eliza J.	F						3000	3000	5000
02	BILLONG Christine	F						3000	3000	5000
03	Mme LIBUNDA Mado	F					5000			5000
04	LIBUNDA Laurent	M					5000			5000
05	HOT-HOT Jean	M						5000		5000
06	MAMVIM Felix	M						5000		5000
07	LIBOUNDA Etienne	M						5000		5000
08	Koumbin Philippe	M							5000	5000
09	Ziboun Simon	M					2000	3000		5000
10	Mehip Clement	M							5000	5000
11	Mehip Jean-Pierre	M							5000	5000
12	NKEN Michel	M							5000	5000
13	NTOMB Jacqueline	F							5000	5000
14	MREN Vincent	M						5000		5000
15	NGUIMBOUS BILLONG	M							5000	5000
16	NTOMB Solange	F					3000	3000		5000
17	LIBOUNDA Mado	M						4000	1000	5000
18	NTOMB Laurent	M								débit
19	Simbeq Marthal	M								débit
20	BALOMOG GUELLE	F								débit
21	LONGA Ndjembe	M							5000	5000
22	LIBOUNDA Nadège	F							5000	5000

Total: 90000 FCFA
Ninzevingt mille francs cfa

CAISSE DE MAINTENANCE DU CESC de TAMALONG
(An. 2021)

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Aug	Mai	Juin	Juillet	Aug	Sept	Oct	Nov	Dec
01	LIBUNDA Laurent	M	5000								5000
02	LIBUNDA Mado	F	5000								5000
03	BILLONG Christine	F	5000								5000
04	HOT-HOT Jean	M	5000								5000

SHOT ON A56
itel DUAL CAMERA

Documents budgétaires

Budget prévisionnel du projet (en euros)

DEPENSES		RECETTES	
Dépenses éligibles	26 889	Apport du demandeur	3 453
Dépenses éligibles à l'avance remboursable	-	Ressources du partenaire local	-
Dépenses locales non éligibles	-	Partenaires financiers en France	15 780
Dépenses Yvelines	1 500	Partenaires financiers à l'étranger	-
Frais de structure (2%)	538	YCID	10 500
Dépenses imprévues (3%)	807	<i>Dont Aide principale</i>	<i>10 000</i>
		<i>Dont Aide "jeunes"</i>	-
		<i>Dont Aide "restitution"</i>	500
		<i>Dont Aide "OPAP"</i>	-
TOTAL	29 733	TOTAL	29 733

Budget de la réalisation de l'électrification et du matériel multimédia et réfrigérateur (en euros)

DEPENSES		RECETTES	
Dépenses éligibles	26 820	Apport du demandeur	9 576
Dépenses éligibles à l'avance remboursable	-	Ressources du partenaire local	-
Dépenses locales non éligibles	-	Partenaires financiers en France	8 780
Dépenses Yvelines (soirée franco-camerounaise, octobre 2019)	1 500	Partenaires financiers à l'étranger	-
Frais de structure (2%)	536	YCID	10 500
		<i>Dont Aide principale</i>	<i>10 000</i>
		<i>Dont Aide "jeunes"</i>	-
		<i>Dont Aide "restitution"</i>	500
		<i>Dont Aide "OPAP"</i>	-
TOTAL	28 856	TOTAL	28 856



2.3. Projet 3 : Accès à la santé pour tous à Eséka

2.3.1. Description du projet

Le troisième et dernier projet consiste à rénover et équiper l'hôpital d'Eséka, afin de garantir l'accès aux soins de santé de base aux 24 000 habitants de la ville, ainsi qu'aux habitants des villages alentour. Il se déroule du 3 août 2015, date de signature de la convention, au 4 novembre 2016, date de la cérémonie de restitution des dons effectuée à Eséka. Il est porté par l'association Solidarité France Cameroun Pour le Développement Durable (SFCPDD), présidée par Kiwellon Ndjoga Balagog. La majorité des membres de cette association est originaire d'Eséka, ce projet leur tient donc particulièrement à cœur, et s'inscrit totalement dans la démarche générale de cette association à vocation sociale et caritative, souhaitant soutenir des projets de développement durable dans les pays du Tiers Monde, notamment par l'amélioration des conditions de vie. L'accès à la santé étant très problématique à Eséka, Kiwellon Ndjoga Badagog, originaire de la ville, a décidé de créer en 2014 l'association SFC qui forme aujourd'hui une équipe soudée de quinze personnes.

Leur premier projet est donc la rénovation de l'hôpital et l'apport d'équipement de qualité, constituant un plateau technique performant. L'hôpital est composé de 8 services : la pédiatrie, la maternité, la médecine générale, la chirurgie, le laboratoire, la pharmacie, l'unité de suivi des malades du SIDA (upec), et la morgue. L'équipe soignante est constituée de 24 personnes, soit 2 médecins généralistes, 2 infirmières diplômées d'Etat, 3 techniciens de laboratoire, 7 aides-soignantes, et une dizaine de personnels d'appui, tels que des gardiens, des femmes de ménage, des thanatopracteurs, des maintenanciers. Les besoins de l'hôpital ont été transmis par le directeur en fonction en 2016, le Docteur Misse (Annexe i page 103103).

Le matériel médical et bureautique a été acquis grâce au don de l'hôpital de Mantes-la-Jolie, et transporté vers un box à Schurgard Buchelay où il est stocké 8 mois avant de partir pour le Cameroun, par container.

Par la suite, la capacité de l'hôpital a été augmentée avec 23 lits médicalisés, arrivant soit en remplacement des lits existants et abimés, soit en supplément. De plus, Solidarité France Cameroun souhaite permettre la consolidation des emplois existants et la création de nouveaux, car la norme d'un infirmier pour 300 habitants définie par l'OMS n'est pas respectée. D'autres pistes d'amélioration sont précisées, comme la prise en charge de la mère et de l'enfant à la

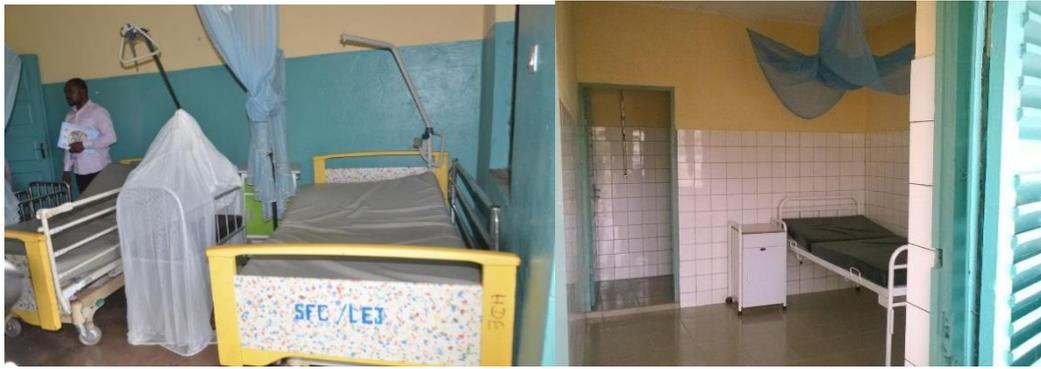
maternité, permettant de diminuer la mortalité maternelle et infantile, occasionnée trop souvent par les accouchements à domicile, ainsi que la prise en charge des personnes âgées, des jeunes et des femmes grâce au plateau technique.

Après 4 à 5 mois de travaux de peinture, carrelage, et menuiserie, lors de la cérémonie de remise des dons, SFC remet à l'hôpital 23 lits médicalisés électriques avec commandes et accessoires, 2 ordinateurs, 2 imprimantes fax, 8 tensiomètres, 1 lecteur de radiographie, un défibrillateur, 4 tables adaptables, 1 déambulateur, 1 téléviseur, 1 chaise de bureau, 1 table de chevet, 50 maillots de sport pour enfants, le tout pour une valeur de 35 millions de FCFA (53 408 €). L'association a également fait appel à plusieurs associations et organisations au Cameroun, avec la mairie d'Eséka, l'association Les Enfants de Johanna, l'hôpital d'Eséka, ainsi que le ministère de la santé ; et en France, avec la ville de Mantes-la-Jolie et le RAP2D. Le projet a également pu bénéficier des financements d'YCID (9 500 €), du PRAOSIM (15 000 €), et du Conseil Régional d'Ile de France. L'association SFCPDD a apporté 4 460 €, et son partenaire local, Les enfants de Johanna, 2 795 €. La contribution de l'hôpital d'Eséka s'élève à 5 539 €, permettant de couvrir le coût total du projet (44 294 €).

Photos des infrastructures rénovées



Extérieur de l'hôpital. (Sources : SFC (gauche) et FORIM (droite))



Chambres (à gauche : maternité, avec les lits médicalisés). (Sources : FORIM (gauche), SFC (droite))



Laboratoire (Source : SFC)



Couloir (Source : SFC)



Toilettes (Source : SFC)

2.3.2. Contrôle de bonne réalisation

Ce contrôle s'appuie sur la matrice du cadre logique (Annexe e page 8585), qui reprend les activités initialement prévues et les objectifs qu'elles servent.

Un tableau récapitulatif de ce contrôle est également présent en annexe f (page 8787).

Les trois objectifs du projet sont l'amélioration des infrastructures de soins, l'amélioration de la prise en charge des personnes et la garantie d'un hôpital durable.

Afin d'atteindre le premier objectif, l'hôpital a été rénové et de nouveaux équipements ont été acquis. Ces activités ont permis d'obtenir un hôpital entièrement rénové avec un équipement de qualité afin d'améliorer la prise en charge sanitaire des populations locales. Ce premier objectif a été accompli, les infrastructures, auparavant insalubres, sont désormais en parfait état. Cependant, concernant la rénovation, certains manquements au niveau de l'installation électrique se font ressentir. En effet, l'hôpital est sujet à de nombreuses coupures de courant, et les générateurs de secours ne sont pas assez puissants pour subvenir aux besoins électriques. Concernant les équipements, l'hôpital a effectivement pu bénéficier d'un plateau technique performant grâce au matériel fourni par l'association. Cependant, les besoins matériels étant très importants, les dons n'ont pu tous les satisfaire.

Concernant le deuxième objectif d'amélioration de la prise en charge médicale des habitants, les activités rejoignent celles du projet 1, auxquelles s'y ajoutent la formation des soignants et le recrutement de personnes supplémentaires. Concernant le premier point, si les formations ont bien été prodiguées par l'association Les enfants de Johanna, le personnel souligne leur insuffisance au vu de la technicité de certains éléments. Ensuite, des recrutements ont été effectués, notamment des personnes travaillant à la morgue et des aides-soignants, mais selon l'ancien maire de la ville, Mr Libog, il manque toujours de médecins, et les procédures pour en recruter sont complexes et longues.

Toutes les activités citées précédemment ont été accomplies, le nombre de consultations a considérablement augmenté, et les bénéfices de l'hôpital ont quadruplé entre la rénovation et 2020.



Le troisième objectif consiste à améliorer la viabilité économique et la pérennité de l'hôpital. Les activités planifiées dans ce cadre ont été une formation de gestion, dispensée à l'équipe dirigeante, et un suivi réalisé par le porteur de projet local, afin d'accroître les capacités de gestion de l'hôpital. Nous ne disposons néanmoins de trop peu d'éléments pour conclure sur cet objectif.

Les témoignages reçus nous permettent de modérer le constat concernant la viabilité économique de l'hôpital. Selon différentes sources, malgré l'augmentation des recettes de l'hôpital, celles-ci sont toujours insuffisantes pour permettre l'achat de matériel médical ou même la maintenance du matériel présent ou des bâtiments. L'hôpital reste toujours fortement dépendant des subventions étatiques.

2.3.3. Analyse des critères « Pertinence-Cohérence-Efficacité-Efficience-Pérennité »

Pertinence

Le projet de rénovation et d'équipement de l'hôpital d'Eséka est pertinent, il s'inscrit pleinement dans plusieurs programmes de développement, tels que l'ODD 3 des Nations Unies, cherchant à garantir l'accès à la santé pour tous, mais également l'objectif 3 de l'Agenda 2063, défini par l'Union Africaine, d'avoir des citoyens en bonne santé et bien nourris (Union africaine). Le projet s'inscrit dans la continuité des Objectifs du Millénaire pour le Développement définis par les Nations Unies en 2000 pour être atteints en 2015, spécifiquement les objectifs 4, 5 et 6, visant respectivement à réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies ("Objectifs du Millénaire pour le développement," 2000).

Il s'inscrit également dans la politique globale de lutte contre la pauvreté, avec notamment l'amélioration de la santé maternelle, la réduction du taux de mortalité infantile, et la lutte contre le SIDA, le paludisme et autres maladies infectieuses pour les habitants d'Eséka et des villages aux alentours. Le Plan Régional Consolidé de Développement Sanitaire (PRCDS) et le Plan de Développement Sanitaire de District (PDSD) sont deux dispositifs représentant l'application du Plan National de Diagnostic et de Soins (PNDS), dont l'objectif principal est de « rendre accessibles les services et soins de santé essentiels et spécialisés prioritaires de qualité dans au moins 50 % des Hôpitaux de districts et régionaux d'ici 2020 » (Ministère de la Santé, 2016). Jean René Libog Lilim Bayiha, le maire d'Eséka jusqu'en 2020, avait pour projet d'implémenter une carte de santé pour toute la population, qui, en échange d'une contribution mensuelle de 1 000 FCFA, leur donnerait accès aux soins. Ce projet est aujourd'hui toujours en cours de réflexion.

Le projet répond également aux besoins exprimés par la population. Celle-ci, qui ne disposait pas d'infrastructures de soins adaptées, préférait se rendre dans un autre hôpital, distant de 20 kilomètres, voire ne pas s'y rendre du tout, ce qui entraînait des conséquences inévitables sur leur état de santé. L'ancienneté, l'absence d'équipements performants, ou les effectifs insuffisants limitaient considérablement la prise en charge des patients.

La pertinence de ce projet a été nettement ressentie lors de la catastrophe ferroviaire du 21 octobre 2016, lorsqu'un train a déraillé en gare d'Eséka. Les blessés ont immédiatement pu être



pris en charge à l'hôpital où ils ont pu recevoir les premiers soins, avant d'être transférés à Yaoundé.

De plus, SFC a voulu mettre l'accent sur le besoin d'avoir une maternité équipée et sûre afin de lutter contre la mortalité maternelle et infantile, très élevée au Cameroun. En effet, les femmes étaient contraintes d'accoucher à domicile dans des conditions sanitaires non adaptées et précaires.

Bilan : la pertinence de ce projet est très satisfaisante.



Cohérence

Au niveau de la cohérence interne, les activités réalisées sont en complète adéquation avec les objectifs projetés, les travaux de peinture, carrelage et menuiserie correspondent pleinement à l'objectif de rénovation de l'hôpital. De plus, la volonté de garantir un accès à la santé pour tous à Eséka est renforcée par le fait que non seulement l'hôpital a pu bénéficier des équipements, mais également les autres centres de santé et dispensaires.

Enfin, la mise en place d'un comité de gestion participe à la cohérence du projet, garantissant un certain pilotage du projet.

Néanmoins, l'installation électrique, et plus particulièrement la pompe d'électricité de l'hôpital est défaillante, ce qui limite fortement l'utilisation du matériel électrique. Deux groupes électrogènes viennent en support, leur action est indispensable mais pas assez puissante.

Concernant la cohérence externe, d'un point de vue financier, les subventions étatiques restent insuffisantes par rapport aux besoins et celles-ci ne semblent pas avoir augmenté depuis la rénovation. Mr Libog a d'ailleurs souligné la difficulté d'obtenir de nouveaux fonds.

L'hôpital d'Eséka tient désormais une place importante dans les infrastructures sanitaires du pays, et son action justifie la construction d'une route reliant les grandes villes, facilitant ainsi le transport des malades. Dans la même lignée, le gouvernement a distribué une autorisation pour que les ambulances puissent desservir l'hôpital, ce qui témoigne bien de son intégration et de son utilité à l'échelle nationale.

Bilan : la cohérence, autant interne qu'externe, est satisfaisante.



Efficacité

Ce projet est une réussite, autant pour le personnel de l'hôpital qui travaille dans de meilleures conditions, que pour la population locale, qui peut désormais accéder aux soins de base beaucoup plus facilement. Tous les objectifs ont été atteints, l'association et la population d'Eséka sont très fiers de l'hôpital, qu'ils ont voulu « attirant, beau », pour citer la secrétaire de SFC, Jeanne Roche. Cette fierté a été renforcée par le reportage à la télévision nationale sur le nouvel hôpital, où les améliorations matérielles ont été montrées. L'hôpital devient une référence non seulement à l'échelle départementale, mais également nationale.

Le nombre de patients a considérablement augmenté, comme le prouvent les recettes des consultations, qui sont passées de moins d'1 million de FCFA en 2016, avant la réalisation du projet, à plus de 4 millions de FCFA en 2020. De plus, les médecins pratiquent à domicile, afin de garantir aux personnes ne pouvant se déplacer un accès aux soins.

Au-delà de l'aspect esthétique, les performances de l'hôpital sont également présentes, le nouvel équipement, d'excellente qualité, permet de détecter des maladies qui ne pouvaient l'être auparavant, notamment avec le matériel de radiographie. A la maternité, les mères et leurs enfants sont prises en charge dans un bâtiment dédié, complètement équipé. Néanmoins, il manque des couveuses pour les prématurés.

L'accident ferroviaire du 21 octobre 2016 a révélé plusieurs problèmes qui subsistent néanmoins, tels que le manque de matériel d'urgence, ou même plus général, comme des pansements ou perfusions. Cette situation d'urgence a révélé un manque important de matériel dans plusieurs services de l'hôpital (Le Monde, 2017).

Malgré la quantité importante de matériel apporté par SFC, cette dernière est consciente des besoins qui restent importants dans tous les services de l'hôpital. Il manque de couveuses, d'échographe, de scanner, de matériel électrocardiographe.

Bilan : l'efficacité est jugée très satisfaisante.



Efficienc

Les frais finaux ont été bien supérieurs aux prévisions, car d'un côté tous les financeurs n'ont pas tenu leur promesse, et de l'autre quelques éléments se sont ajoutés, tels que les frais de stockage du matériel médical à Mantes-la-Jolie ou les frais de douane. Concernant ces derniers, l'association a bénéficié d'une exonération de 50 %.

Pour contrer cette augmentation des coûts, les frais de stockage auraient pu être évités en envoyant le matériel dès le début du projet, mais cela signifie que ce dernier aurait été vulnérable face aux éventuels vols ou détériorations. Au total, ce surcoût représente 14 032 €, soit un dépassement de 143 %, qui est couvert par des dons individuels.

Les délais ont également été allongés du fait des retards de livraison du matériel, dus à l'enclavement de la ville, renforcé par la saison des pluies qui rendait les routes difficilement praticables. De plus, le maçon, qui effectuait également les travaux de carrelage et de plomberie, priorisait d'autres chantiers, ce qui a généré du retard dans les travaux.

Bilan : l'efficienc de ce projet est jugée peu satisfaisante.



Pérennité

L'état général du bâtiment se détériore malgré l'entretien régulier des infrastructures. Le personnel et la population locale est toujours en attente de l'aide du gouvernement, qui tarde à venir. Pour la compenser, quelques fondations et associations locales prennent le relais. Néanmoins, le matériel, de très bonne qualité, est aujourd'hui toujours fonctionnel.

Des difficultés se posent lorsque le matériel rencontre des pannes, la maintenance tarde parfois à intervenir.

Concernant la formation des soignants à la manipulation des nouveaux équipements, elle a été insuffisante, car de trop courte durée. Des experts apportent régulièrement de nouvelles améliorations.

Concernant le personnel, l'ancien maire, en fonction jusqu'en 2020, a embauché 5 aides-soignantes, 3 laborantins, 2 gardiens, et 2 personnes travaillant à la morgue. Néanmoins, sur le long terme, l'hôpital a des difficultés à recruter des soignants, notamment à cause du revenu qui ne convient pas au niveau de vie. Si le ministère met à disposition de l'hôpital 10 médecins, seulement 2 resteront à leur poste selon l'ancien maire de la ville. Le ministère de la Santé est informé de cette situation, il lui a été demandé de sévir. De plus, un réel enjeu se pose au niveau de la sécurité du matériel, l'hôpital est régulièrement confronté à des disparitions d'équipement, qui se produisent lors de changements dans l'équipe médicale : ainsi en 2016 un microscope a disparu après le départ d'un médecin (source : ancien maire d'Eséka).

Le manque de matériel est néanmoins réel, même si l'apport de l'association a considérablement aidé. Le comité de gestion de l'hôpital est conscient de ces problématiques, et a commencé à mettre en place des fiches attestant de la possession du matériel. Par ce dispositif le personnel est davantage responsabilisé, et le matériel bénéficie d'un meilleur traçage.

Bilan : la pérennité du projet est jugée moyennement satisfaisante



2.3.4. Recommandations autour du projet

Afin d'améliorer les futurs projets réalisés par l'association, nous émettons les recommandations suivantes :

- 1) Un allongement des périodes de formation, voire des remises à niveau régulières, afin que les équipes s'approprient entièrement le matériel à disposition.
- 2) Une remise à niveau du système électrique de l'hôpital afin de permettre l'utilisation complète du matériel électrique.
- 3) La poursuite et l'intensification du dispositif de fiche permettant la traçabilité du matériel, contrant ainsi le risque de vol du matériel médical.
- 4) Une meilleure planification de la mise en place du projet afin de limiter les problèmes financiers rencontrés.

2.3.5. Annexes

a) Personnes ressources

Nom	Fonction	Type d'échange
Kiwellon Ndjoga Balagog	Présidente de l'association Solidarité France Cameroun pour le Développement Durable et chargée de projet 3	Appel FaceTime
Jeanne Roche	Secrétaire de l'association SFCDD	Réunion en présentiel
Anne Marie Nguimbous	Présidente de l'association Les Enfants de Johanna	Ecrit (WhatsApp) et téléphonique
Paul Kammegne	Chargé de mission au FORIM, a évalué le projet 3	Ecrit (mail) et téléphonique
Dr Ngos	Chef du district de santé du département de Nyong é Kellé et directeur de l'hôpital d'Eséka	Ecrit (WhatsApp)
Jean René Libog Lilim Bayiha	Maire d'Eséka jusqu'en 2020	Téléphonique
Sylvain Tjock	Maire d'Eséka en 2021	Ecrit (WhatsApp)
Dr Meka	Directeur de l'hôpital de district d'Eséka	Ecrit (WhatsApp)
Jean Bosco Mahop	Chargé de la communication sur la santé communautaire auprès du district de santé d'Eséka	Ecrit (WhatsApp) et téléphonique



b) Contact avec les personnes ressources

Le contact avec les diverses parties prenantes a été globalement plus simple, la couverture réseau à Eséka étant beaucoup plus développée qu'à Dikonop et Tamalong.

Après avoir rencontré physiquement Jeanne Roche, secrétaire de l'association SFC, qui nous a mis en contact avec Kiwellon Ndjoga Balagog, présidente de l'association avec qui nous avons pu communiquer par appel vidéo, nous avons contacté Anne-Marie Nguimbous, présidente de l'association Les Enfants de Johanna, partenaire local à Eséka. La communication s'est déroulée sans encombre, principalement par message WhatsApp.

Nous avons également contacté Docteur Ngos, directeur de l'hôpital d'Eséka et chef du district de santé du Nyong é Kellé, mais étant hospitalisé nous n'avons pu échanger sur le projet, et n'avons donc pu recueillir des registres et données chiffrées sur la fréquentation de l'hôpital.

Nous avons aussi contacté Mr Jean René Libog Lilim, ancien maire d'Eséka, qui a vu la mise en place du projet et nous a informé sur plusieurs éléments du projet, comme la coordination avec les pouvoirs locaux, ou l'impact de la rénovation de l'hôpital sur sa fréquentation.

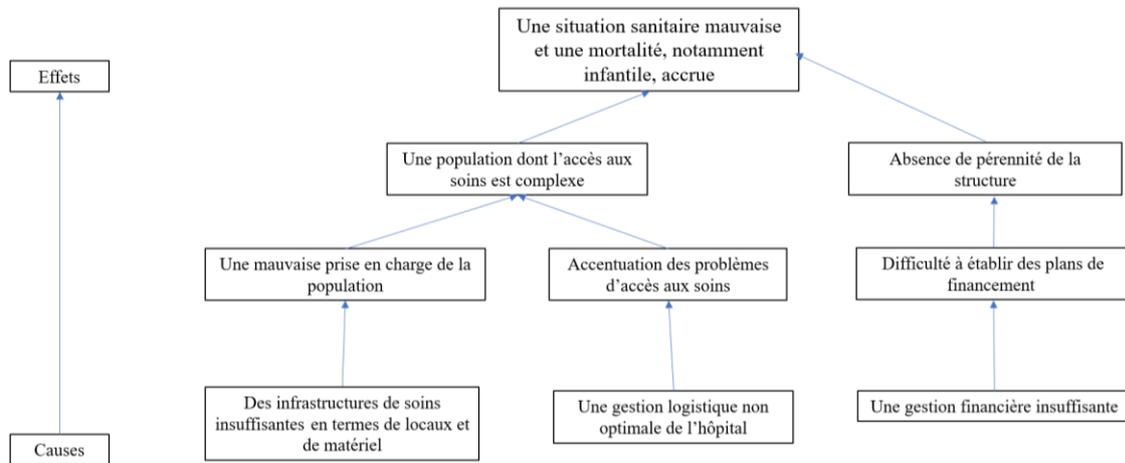


c) Parties prenantes

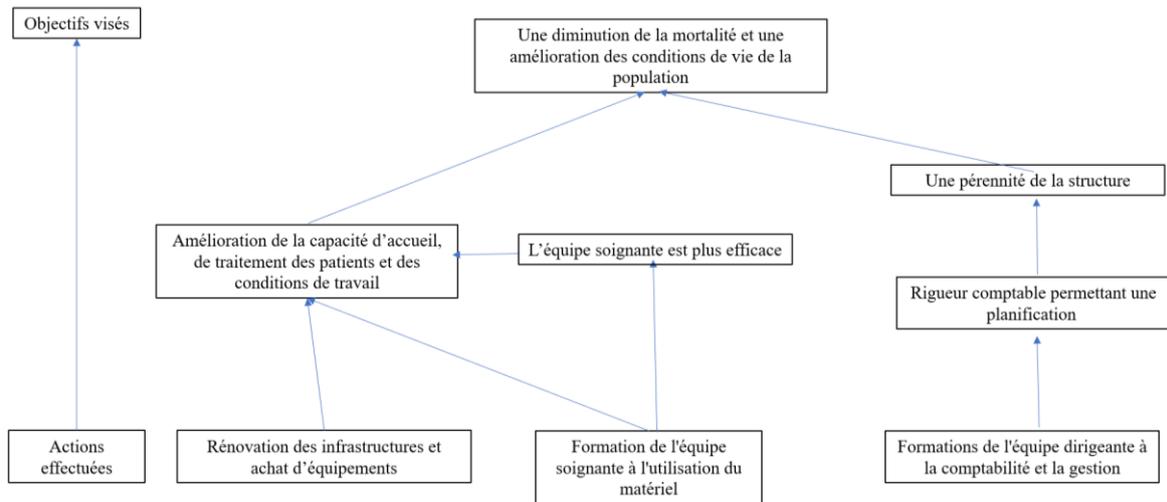
Parties prenantes	Type d'acteur	Rôle au sein du projet
YCID	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 9 500 €, soit 21,45 % du montant total
FORIM	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Financeur du projet à hauteur de 12 000 €
Mairie d'Eséka	Acteur institutionnel et bailleur de fonds	Participation financière à hauteur de 2 500 €
Ministère de la Santé camerounais	Acteur institutionnel local	Propriétaire des locaux à rénover, approuve le projet
Village d'Eséka	Population locale	Bénéficiaire du projet via l'amélioration de la prise en charge sanitaire, consulté pour la détermination des besoins
Personnel de l'hôpital	Professionnels de santé	Bénéficiaires directs via l'amélioration de leurs conditions de travail
Association Solidarité France-Cameroun	Organisation à but humanitaire Loi 1901	Porteur du projet
Association Les enfants de Johanna	Organisation à but humanitaire Loi 1901 de droit camerounais	Partenaire local, participation à hauteur de 2795€, a consulté la population pour connaître leurs besoins
Hôpital d'Eséka	Acteur public	Bénéficiaire du projet au travers de la rénovation des locaux
		Le médecin chef a validé les besoins de la population
		Achat de matériel à hauteur de 2000€

d) Arbres à problèmes et solutions

Arbre à problèmes



Arbre à solutions





e) Cadre logique

Finalité globale	Améliorer l'accès des populations d'Eséka aux soins de santé de base			
Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs	Activités	Moyens
1. Améliorer les infrastructures de soins	1.1. L'hôpital a été entièrement réhabilité et rééquipé	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de chambres - Nombre de lits 	1.1.1. Procéder aux travaux de rénovation	<ul style="list-style-type: none"> - Documents comptables (factures), comptes rendus de fin de chantier - Conception du projet et études de faisabilité : 500 € - Investissement immobilier : 22 105 € - Opérateur d'appui agréé : 750 € - Personnel de base pour appui, contrôle et suivi : 2 902 € - Investissement technique et mobilier : 8 972 €
	1.2. Le personnel travaille dans de meilleures conditions avec un équipement de meilleure qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Témoignages des employés - Equipements aux normes 	1.2.1. Installation des nouveaux équipements	
	1.3. L'hôpital est équipé d'un plateau technique performant	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes soignées - Taux de mortalité du village - Evolution du nombre de prestations prises en charge - Durée moyenne d'une hospitalisation - Nombre de patients soignés 	1.3.1. Transport du container de matériel spécialisé (offert) de la France vers le Cameroun	
2. Garantir une bonne prise en charge des patients, compétente et performante	2.1. L'hôpital est plus performant d'un point de vue logistique, les ressources sont exploitées de la façon la plus optimale possible	<ul style="list-style-type: none"> - Productivité des employés - Taux d'occupation des lits - Rendements de l'hôpital 	2.1.1. Formation des soignants	Coût de formation
			2.1.2 Recrutement de personnel	



3. Assurer la pérennité et la viabilité de l'hôpital	3.1. Renforcement des capacités de gestion financière de l'hôpital	- Comparaison avec la gestion des années précédentes	3.1.1. Formation de l'équipe de direction	Actions de formation : 795 €
		- Tenue d'une comptabilité rigoureuse	3.1.2. Missions de suivi par l'association	Evaluation et capitalisation : 2 000 €
	3.2. L'hôpital a les ressources financières pour garantir sa pérennité	Comparaison entre les ressources et les dépenses futures estimées	3.2.1. Cérémonie d'inauguration à Eséka	Actions de sensibilisation : 1 000 €
				Documents comptables



f) Contrôle de bonne réalisation

Objectifs	Activités	Dossier initial	Rapport d'évaluation	Ecart rapport final/rapport d'évaluation
<p>1. Améliorer les infrastructures de soins</p>	<p>1.1.1. Procéder aux travaux de rénovation 1.1.2. Installer les nouveaux équipements</p>	<p>L'hôpital est entièrement rénové et rééquipé</p>	<p>Les sols sont entièrement carrelés, les plafonds restaurés, les paillasses sont neuves, les toilettes sont utilisables. Les équipements sont de très bonne qualité, innovants, à la pointe de la technologie. Les salariés de l'hôpital travaillent dans de meilleures conditions.</p>	<p>L'association porteuse du projet a respecté ses engagements, les infrastructures sont rénovées et le plateau technique est opérationnel.</p>
<p>2. Garantir une bonne prise en charge des patients, compétente et performante</p>	<p>2.1.1. Formation des soignants 2.1.2. Recrutements supplémentaires</p>	<p>Le plateau technique est en place et performant. L'hôpital est plus performant d'un point de vue logistique, l'équipement est de très bonne qualité et adapté aux besoins de l'hôpital, surtout pour la maternité.</p>	<p>L'équipement médical est de très bonne qualité, permettant la détection de pathologies, maladies, indétectables par le passé, par exemple grâce à l'appareil de radiographie. Le nombre de consultations a largement augmenté, ce qui Néanmoins, il manque toujours du matériel, ce qui oblige les malades à se déplacer jusqu'à l'hôpital à 20 km, pour avoir</p>	<p>L'hôpital garantit désormais à la population d'Eséka un accès aux soins de base. Les conditions de prise en charge se sont considérablement améliorées, surtout au niveau de la maternité, où tant les mères que les enfants et nourrissons sont mieux accueillis. Cependant, l'hôpital manque toujours de matériel. Concernant le personnel, les effectifs ont augmenté.</p>



			accès à un scanner ou à un échographe.	
3. Assurer la pérennité et la viabilité de l'hôpital	3.1.1. Formation de l'équipe dirigeante 3.1.2. Missions de suivi par l'association	<p>Les formations ont bien été effectuées.</p> <p>Les capacités de gestion financière de l'hôpital ont été renforcées grâce à des formations dispensées par le partenaire local.</p> <p>Concernant la pérennité financière du projet, deux des co-financiers n'ont pas pu assurer les financements promis. De plus, le matériel médical a été stocké, ce qui n'était pas prévu initialement. La trésorerie fragile de l'hôpital implique que tout imprévu complique la gestion financière.</p>	<p>L'état général des bâtiments se détériore malgré l'entretien régulier.</p> <p>Concernant la formation de gestion pour l'équipe dirigeante, nous n'avons aucune information nous permettant d'attester de sa réalisation.</p> <p>La durée des formations a été insuffisante.</p> <p>Concernant le suivi par l'association, la présidente de SFC se déplace régulièrement à Eséka. La pandémie ayant restreint les déplacements, il ne leur est pas possible de s'y rendre pour le moment.</p>	<p>La pérennité et la viabilité de l'hôpital restent à améliorer, notamment sur l'aspect des formations, dont la durée est à allonger.</p> <p>La réalisation de la formation de gestion destinée à l'équipe dirigeante reste incertaine.</p> <p>Les réponses aux questionnaires témoignent d'un manque de ressources financières, limitant la pérennité de la structure.</p>



g) Charte yvelinoise

	Oui	Non	En partie	Sans objet	Commentaires
1. Connaître l'environnement					
La conception du projet a-t-elle tenu compte des documents nationaux de politique sectorielle ?	X				Le projet s'inscrit pleinement dans les plans nationaux, régionaux, et du district visant à améliorer les conditions sanitaires.
Le projet a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?	X				Oui, le projet a été inscrit dans le programme municipal pour l'amélioration de la qualité d'éducation et de santé.
L'acteur yvelinois a-t-il été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?	X				Oui, l'association Solidarité France Cameroun a été inscrite dans le programme municipal pour l'amélioration de la qualité d'éducation et de santé.
L'acteur yvelinois a-t-il tenu compte des habitudes et comportements locaux dans la conception du projet ?	X				La présidente de l'association porteuse du projet est originaire du village, elle connaît très bien les problématiques de la région. De plus, les bénéficiaires ont été consultés lors de l'élaboration du projet afin que leurs besoins soient réellement satisfaits.
2. Clarifier le besoin					
Le besoin auquel le projet répond vous paraît-il clairement établi et pertinent ?	X				L'objectif d'amélioration de l'accès aux soins s'inscrit pleinement dans les objectifs du développement et également des objectifs de développement durable. La population locale souffre réellement du manque d'infrastructures de soins dans un état convenable.
Les bénéficiaires directs ont-ils été bien identifiés au départ ?	X				Oui, il s'agit des 24 employés de l'hôpital, ainsi que les 24 000 habitants d'Eséka et des villages alentour.
Ces bénéficiaires directs ont-ils été consultés dans la conception du projet ?	X				Les besoins ont été identifiés via une étude diagnostic effectuée auprès de la population par le partenaire local.
3. Proposer un service					



Les coûts de fonctionnement et de maintenance du projet ont-ils été pris en compte dans le cadre de la conception du projet ?	X				Oui, ils ont été pris en compte en suivant une évaluation stricte.
Le financement des coûts de fonctionnement du projet est-il bien intégré et permet-il un fonctionnement adéquat ?	X				Le financement a été réfléchi du fait des participations relativement faibles provenant des bénéficiaires. L'Etat, via la mairie et le ministère de la Santé, participe également au maintien des infrastructures.
Le gestionnaire du projet à l'issue de l'intervention de l'acteur yvelinois est-il bien identifié ?	X				Il s'agit de l'association camerounaise "Les Enfants de Johanna", antenne locale de l'association porteuse du projet.
4. Adapter la réponse					
Le coût de fonctionnement du projet vous paraît-il adapté aux capacités contributives locales ?			X		Oui, les contributions financières des bénéficiaires s'élèvent à 1€ par consultation, le reste est pris en charge par la Mairie et le ministère de la Santé.
Selon vous, existait-il d'autres façons de répondre au besoin ? Si oui, ces façons ont-elles été étudiées ?		X			Il existe peu d'alternatives à un hôpital pour l'accès aux soins de base et la réhabilitation du bâtiment semble être la solution la moins coûteuse.
5. Partager les responsabilités					
Les rapports entre l'acteur yvelinois et le gestionnaire local ont-ils été définis clairement et précisément dans une convention ?	X				Une convention de partenariat a été signée entre Solidarité France Cameroun et Les Enfants de Johanna.
Les responsabilités du gestionnaire local vous semblent-elles claires ?	X				Les responsabilités de l'association Les Enfants de Johanna sont clairement détaillées dans la convention.
Si d'autres intervenants ont des responsabilités dans la mise en œuvre du projet, leur rôle vous paraît-il correctement défini ?	X				Oui, des conventions ont été signées avec les autres acteurs intervenant au cours du projet.



6. S'appuyer sur les ressources humaines					
Les compétences techniques du gestionnaire vous semblent-elles correspondre aux responsabilités qu'il exerce ?	X				Oui, l'association locale Les Enfants de Johanna est expérimentée en conception et suivi de projets.
Les actions de formation prévues dans le projet ont-elles été suffisantes ?		X			Les formations pour l'équipe soignante et pour l'équipe dirigeante ont été insuffisantes.
La sensibilisation des bénéficiaires vous paraît-elle suffisante ?	X				
7. Respecter les autorités					
Le projet a-t-il obtenu toutes les autorisations administratives nécessaires ?	X				Une autorisation a été envoyée par le ministère de la Santé.
Les autorités locales ont-elles été correctement associées à la mise en œuvre du projet ?	X				La mairie d'Eséka est associée au projet et fait partie du comité de pilotage.
8. Savoir innover					
Les technologies nouvelles introduites par le projet vous semblent-elles maîtrisées par le gestionnaire local ?	X				La présidente de l'association Les Enfants de Johanna a été formée à l'utilisation du nouveau matériel.
La modification des comportements sociaux induite chez les bénéficiaires par le projet vous semble-t-elle durable ?	X				5 ans après l'inauguration du projet la population locale profite pleinement de l'accès aux soins, le nombre de consultations a nettement augmenté.
9. Renforcer l'impact local					
Les achats ont-ils été réalisés auprès des fournisseurs locaux ?		X			Le matériel donné a été importés de l'étranger, ce qui a d'ailleurs entraîné des coûts supplémentaires.



La valorisation du projet auprès des populations vous semble-t-elle avoir été faite de façon appropriée ?	X				Grâce aux lettres de remerciements de la part des instances politiques, à la sensibilisation autour du projet comme action à réaliser et à la cérémonie d'inauguration de l'hôpital. Les politiques locales ont cherché à remettre en avant le rôle de l'hôpital à l'échelle locale et nationale.
10. Réunir les conditions préalables					
Les titres de propriété sur les terrains et les infrastructures vous semblent-ils correctement établis ?	X				L'hôpital est une propriété de l'Etat.
Les contributions locales attendues pour le financement du projet ont-elles bien été mobilisées ?	X				Il s'agit des cotisations versées par les patients avant une consultation.
11. Gérer avec rigueur					
Avez-vous pu consulter la comptabilité spécifique au projet ?		X			Nous n'avons pas pu consulter les documents comptables.
Le gestionnaire local tient-il aujourd'hui une comptabilité claire et séparée ?				X	
Les justificatifs que vous avez pu consulter vous semblent-ils adéquats et sont-ils correctement archivés ?				X	
12. Valider la pérennité					
L'acteur yvelinois est-il revenu sur le terrain à l'issue du projet pour en faire le bilan ?	X				La présidente de l'association porteuse du projet, Kiwellon Ndjoga Balagog, a pour vocation de réaliser plusieurs projets pour les habitants d'Eséka, elle revient donc régulièrement sur le terrain. A cause de la pandémie de covid-19, il ne lui a pas été possible de s'y rendre récemment.

Evaluation de projets de coopération internationale



Les conditions de pérennisation de ce projet vous paraissent-elles réunies ?			X	Toutes les conditions de pérennisation ne semblent pas réunies, l'état du bâtiment se détériore malgré l'entretien régulier. Néanmoins, le matériel médical étant de très bonne qualité, il est toujours totalement utilisable, malgré la maintenance, parfois nécessaire, qui tarde à intervenir.
--	--	--	---	--

h) Guides d'entretien et questionnaires

Entretien avec Anne-Marie Nguimbous, présidente de l'association Les Enfants de Johanna

- 1) Serait-il possible d'obtenir le contact du maire d'Eséka ?
- 2) Quels sont les besoins de l'hôpital aujourd'hui ?
- 3) Quid des dispensaires et centres de santé ?
- 4) Comment s'organise le suivi du projet sur place ?
- 5) Comment s'est passée la formation de l'équipe soignante et de l'équipe dirigeante ?
- 6) Quelles sont les sources de financement de l'hôpital ?
- 7) Pourriez-vous nous envoyer des photos de l'hôpital aujourd'hui ?

Entretien avec Jean René Libog Lilim Bayiha, maire d'Eséka en 2016

- 1) Le projet et l'association yvelinoise ont-ils été inscrit dans les documents de planification locale du développement ?
- 2) Le départ du personnel est-il une réalité ?
- 3) Le manque de couveuses est-il réel ?
- 4) Quels sont les autres besoins matériels de l'hôpital ?

Questionnaire à destination de la population d'Eséka

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet de rénovation et d'équipement de l'hôpital d'Eséka.

Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération.

Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

1. En quoi la prise en charge sanitaire s'est-elle améliorée depuis 2016 ?

2. Continuez-vous de vous déplacer dans les hôpitaux et centres de soins en dehors d'Eséka ?

Non Parfois Oui

Si la réponse est *Parfois* ou *Oui*, pourquoi ?

3. Avant 2016, fréquentiez-vous l'hôpital d'Eséka ou vous déplaçiez-vous systématiquement dans les autres villes aux alentours ?

Non Parfois Oui

Pourquoi ?

4. A quelle fréquence utilisez-vous les infrastructures de soins ?

1 fois par semaine ou plus 1 ou 2 fois par mois
 Quelques fois dans l'année 1 fois par an ou moins

5. Comment percevez-vous la situation sanitaire actuelle ?



Identité :

6. Nom prénom

7. Age

8. Genre

Femme

Homme

Merci de votre participation à ce questionnaire.

Questionnaire à destination du personnel de l'hôpital

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet de rénovation et d'équipement de l'hôpital d'Eséka.

Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération.

Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

1. Les conditions de travail ont-elles évolué ?

2. Le matériel fourni par l'association est-il en adéquation avec les besoins ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

3. Les prestations données sont-elles améliorées ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

4. Pensez-vous avoir des besoins en matériel supplémentaires ?

Oui Non

Lesquels ?

5. L'organisation au sein de l'hôpital s'est-elle améliorée ?

Identité

6. Nom prénom

7. Genre

Femme

Homme

8. Age

Merci de votre participation à ce questionnaire.

Questionnaire à destination de l'équipe dirigeante de l'hôpital

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet de rénovation et d'équipement de l'hôpital d'Eséka.

Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération.

Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

1. Les conditions de travail ont-elles évolué ?

2. Le matériel fourni par l'association est-il en adéquation avec les besoins ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

3. Les prestations données sont-elles améliorées ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

4. Pensez-vous avoir des besoins en matériel supplémentaires ?

Oui Non

Lesquels ?

5. L'organisation au sein de l'hôpital s'est-elle améliorée ?

6. La situation économique de l'hôpital s'est-elle améliorée depuis la réalisation du projet ?

Oui Non

Commentaires :

7. Y-a-t-il eu des recrutements supplémentaires grâce à la rénovation et l'équipement de l'hôpital ?

Oui Non

Commentaires :

8. Comment ont évolué les financements : est-il plus facile d'en obtenir ?

9. Pouvez-vous donner quelques détails sur la formation de gestion (formateurs, durée, contenu...) ?

10. Y-a-t-il des besoins supplémentaires à l'échelle de l'hôpital ?

11. L'hôpital a-t-il les moyens financiers de subvenir à la maintenance ou au renouvellement du matériel ?

Identité :

12. Nom prénom

13. Genre

Femme Homme

14. Age

Merci de votre participation à ce questionnaire.

Questionnaire à destination de l'équipe dirigeante de l'hôpital

Bonjour, nous sommes mandatés par YCID pour évaluer le projet de rénovation et d'équipement de l'hôpital d'Eséka.

Du fait de la situation sanitaire, nous ne pouvons pas nous déplacer et évaluer le projet sur place, c'est pourquoi nous aurions besoin de votre entière coopération.

Nous nous engageons à ce que vos données personnelles ne soient utilisées que dans le cadre de l'évaluation, et en aucun cas diffusées publiquement.

1. Les conditions de travail ont-elles évolué ?

Oui

2. Le matériel fourni par l'association est-il en adéquation avec les besoins ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

Les deux yeux ne contiennent pas un remplissage de tout le matériel concernant une formation chirurgicale

3. Les prestations données sont-elles améliorées ?

Oui Non Parfois

Si la réponse est *Non* ou *Parfois*, pourquoi ?

4. Pensez-vous avoir des besoins en matériel supplémentaires ?

Oui Non

Lesquels ?

ultra sonar machines / x-rays machine / Blood pressure machine / microscope / theatre lamps / theatre operation equipments / weighing scales / operations table / buildings (archive, maternity, printer, window) / photocopy machines / wheel chairs

5. L'organisation au sein de l'hôpital s'est-elle améliorée ?

Oui

6. La situation économique de l'hôpital s'est-elle améliorée depuis la réalisation du projet ?

Oui Non

Commentaires :

Le nombre de patients a augmenté par la prise en charge et les consultations.

7. Y-a-t-il eu des recrutements supplémentaires grâce à la rénovation et l'équipement de l'hôpital ?

Oui Non

Commentaires :

La commune nous a appuyé en recrutant quelques infirmières et techniciens des laboratoires

8. Comment ont évolué les financements : est-il plus facile d'en obtenir ?

Non ;
par le nombre de consultation.

9. Pouvez-vous donner quelques détails sur la formation de gestion (formateurs, durée, contenu...) ?

Il n'y a pas de module de gestion.
Il y a un comité de gestion piloté par le Maire de la localité.
Un économe qui perçoit les fonds des activités de l'hôpital et rend compte au comité de gestion

10. Y-a-t-il des besoins supplémentaires à l'échelle de l'hôpital ?

Oui

11. L'hôpital a-t-il les moyens financiers de subvenir à la maintenance ou au renouvellement du matériel ?

Non

Identité :

12. Nom prénom

Dr. N. LOISE YANGO (ANGLOPHONE)

13. Genre

Femme Homme

14. Age

30 ans

Merci de votre participation à ce questionnaire.

i) Photos, justificatifs, documents budgétaires

Photos reçues le 9 juillet de la part de Mr Mahop



Liste des besoins de l'hôpital de district d'Eséka

REPUBLIQUE DU CAMEROUN ----- Paix – Travail – Patrie ----- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ----- DELEGATION REGIONALE DU CENTRE ----- DISTRICT DE SANTE D'ESEKA ----- HOPITAL DE DISTRICT D'ESEKA		REPUBLIC OF CAMEROON ----- Peace – Work – Fatherland ----- MINISTRY OF PUBLIC HEALTH ----- CENTER REGIONAL DELEGATION ----- ESEKA HEALTH DISTRICT ----- ESEKA DISTRICT HOSPITAL
--	---	---

Liste des besoins Hôpital district Eséka

1- Laboratoire

- Automate de numération
- Spectrophotomètre
- Réfrigérateur
- Ordinateur complet
- Micropipettes
- Microscopes
- Moniteurs de coagulation
- Appareil à électrophorèse
- centrifugeuses

2- Chirurgie

- Bistouri électrique
- Table d'opération
- Scialitique
- Scope
- Oxymètre de pouls
- Boîtes de laparotomie
- Boîtes de césarienne
- Boîtes de hernioraphie
- Boîtes de curetage
- Boîtes de petite chirurgie

3- Médecine

- Electrocardiographe automatique
- Pousse seringue électrique
- Défibrillateur automatique
- Tensiomètres

B.P. 43 Eséka / hopital_eseka@yahoo.fr/ (+237) 655979024

- Extracteur d'oxygène
- Valises de réanimation
- Echographe
- Lits médicalisés
- matelas anti-escars
- Ambulance médicalisée
- Appareil de radiographie mobile
- Pèse-personne
- Otoscopes
- Ophtalmoscopes
- Scopes
- Glucomètres

4- Gynécologie-obstétrique

- Doppler
- Lampes d'examen
- Ventouses
- Couveuses
- Aspirateurs
- Pèse-bébé
- Radiante



Dr Yves Mink
M.D.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
HÔPITAL DE BUEA
DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ PUBLIQUE

B.P. 43 Eséka / hopital_eseka@yahoo.fr/ (+237) 655979024

Documents budgétaires

- rappel du budget détaillé initial (tableau présenté lors du dépôt initial du dossier, dépenses et recettes. Le cas échéant, le tableau des valorisations est reproduit) ;

DEPENSES	TOTAL	RECETTES	TOTAL
DEPENSES ELIGIBLES	35 000 €	Solidarité France Cameroun pour le développement durable	7 220 €
Investissement	27 905 €		- €
Investissement immobilier	22 105 €		
Investissement technique et mobilier	5 800 €	PARTENAIRES EN FRANCE	31 000 €
Constitution du stock initial de fournitures et de consommables	- €	GIP-YCID	9 000 €
Accompagnement technique	6 595 €	Conseil régional Ile-de-France	- €
Conception du projet, études de faisabilité	500 €	Rotary Club de Mantes-la-Jolie	7 000 €
Opérateur d'appui agréé	750 €	PRAOSIM	15 000 €
Personnel local pour appui, contrôle et suivi	2 902 €		
Billet d'avion acteur yvelinois	698 €		
Actions de sensibilisation	- €		
Actions de formation	1 745 €		
Actions de communication locale	- €		
Evaluation et capitalisation	- €		
Frais de transfert financier			
Sensibilisation au développement	500 €	PARTENAIRES A L'ETRANGER	2 795 €
Activité spécifique en Yvelines	500 €	Les enfants de Johanna	2 795 €
		XXXXXXXX	- €
DEPENSES NON ELIGIBLES	6 015 €	XXXXXXXX	- €
Frais de suivi par l'acteur yvelinois	300 €	XXXXXXXX	- €
Rémunération du personnel de l'acteur yvelinois	2 600 €	XXXXXXXX	- €
Autres rémunérations locales	2 795 €		
Autres achats de fournitures et consommables locaux	100 €		
Autres achats de services locaux	100 €		
Autres	120 €		
Dotation aux amortissements	- €		
TOTAL	41 015 €	TOTAL	41 015 €

- compte final du micro-projet :

DEPENSES	TOTAL	RECETTES	TOTAL
		Solidarité France Cameroun pour le développement durable	
DEPENSES ELIGIBLES	40 236 €		
Investissement	31 077 €		10 733 €
Investissement immobilier	22 105 €		
Investissement technique et mobilier	8 972 €		
Constitution du stock initial de fournitures et de consommables	- €		
Accompagnement technique	8 188 €	PARTENAIRES EN FRANCE	21 500 €
Conception du projet, études de faisabilité	500 €	GIP-YCID	9 500 €
Opérateur d'appui agréé	600 €	Conseil régional Ile-de- France	- €
Personnel local pour appui, contrôle et suivi	2 795 €	Rotary Club de Mantes-la- Jolie	- €
Billet d'avion acteur yvelinois	3 498 €	PRAOSIM	12 000 €
Actions de sensibilisation	- €		
Actions de formation	795 €		
Actions de communication locale	- €		
Evaluation et capitalisation	- €		
Frais de transfert financier			
Sensibilisation au développement	971 €	PARTENAIRES A L'ETRANGER	12 295 €
Activité spécifique en Yvelines	971 €	Les enfants de Johanna	2 795 €
		Mairie d'Eseka	2 500 €
DEPENSES NON ELIGIBLES	4 292 €	Hôpital d'Eseka	2 000 €
Frais de suivi par l'acteur yvelinois	2 342 €	Autres dons	
Rémunération du personnel de l'acteur yvelinois		XXXXXXX	- €
Autres rémunérations locales	1 950 €		
Autres achats de fournitures et consommables locaux			
Autres achats de services locaux		Participations des membres et dons	5 000 €
Autres			
Dotation aux amortissements	- €		
TOTAL	44 528 €	TOTAL	44 528 €



Bibliographie

AFD, n.d. Scolarisation de tous les enfants camerounais.

Banque Mondiale, n.d. Éducation primaire, nombre d'élèves - Cameroon

Le Monde, 2017. A Eseka, un « mouroir » révélateur de l'état des hôpitaux camerounais.

Ministère de la Santé, n.d. Plan National de Développement Sanitaire PNDS 2016-2020 |
MINSANTE

Objectifs du Millénaire pour le développement

OMS | Cameroun

PNUD, 2020. Human Development Data Center | Human Development Reports

Union africaine, n.d. Relier l'agenda 2063 et les odd